L'unité

N° 219 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 1er au 7 octobre 1976



LE « MODELL DEUTSCHLAND »

PLAN BARRE : LA RÉPONSE SOCIALISTE

- François Mitterrand
- Jean-Pierre Chevènement

CINÉMA: REDFORD LE CITOYEN ET BERTOLUCCI LE MILITANT

Sommaire

3
PLAN BARRE : IL N'Y A D'ECONOMIE QUE POLITIQUE, PAR JEAN-PIERRE CHEVENEMENT.

4
SYNDICATS : A L'UNISSON, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN.

5
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

6
SECURITE SOCIALE : UNE MALADE MALGRE ELLE, PAR CHRISTINE COTTIN.

8
ENERGIE NUCLEAIRE : LE PREMIER DEBAT POLITIQUE, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE.

14
ESSONNE : LE CHARCUTAGE CONTINUE.

17
ECONOMIE : LE « MODELL DEUTSCHLAND », PAR STEFAN COLLIGNON.

18
LA CAMPAGNE DU S.P.D., PAR JEAN-LOUP REVERIER.

21
POUR UN FRONT DE CLASSE A L'ECOLE, PAR LOUIS MEXANDEAU.

26
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE », CETTE SEMAINE : MAXIME LE FORESTIER.

28
CINEMA : REDFORD LE CITOYEN ET BERTOLUCCI LE MILITANT, PAR SERGE RICHARD.

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 4, 9) Barrigue (pages 6, 16, 17) Coureuil (pages 3, 8, 14) Ferran (page 25) Lacroux (page 30) Pascal Lebrun (pages 18, 19, 26, 27) Norma (page 17) Pym (page 7) Solo (pages 15, 19, 29) Viva (pages 1, 19, 20).

Editorial

LA FORME ET LE FOND

Le Premier ministre Raymond Barre s'est déclaré satisfait du sondage publié lundi dernier par « le Figaro » à propos du plan gouvernemental, car, a-t-il dit, il s'attendait à pis.

Le ministre du Travail Christian Beullac a exprimé sa satisfaction devant les réactions hostiles des différentes organisations syndicales car, pour lui, cela signifie que l'on a procédé à une « répartition équitable de l'effort ».

On se console comme on peut mais il y a dans ces déclarations soit une volonté de bluff soit un étonnant aveuglement.

Prenons d'abord le sondage. Il indique que 58% des Français ont eu une bonne impression du Premier ministre — une autre enquête effectuée par les Renseignements généraux aboutit à une conclusion un peu moins « optimiste » — mais que, en dépit de cette bonne impression, une majorité (55%) ne lui fait pas confiance et ne croit guère aux chances de réussite de son plan. Ce qui prouve que les Français interrogés ne confondent pas la forme et le fond. Ils ont pu trouver Raymond Barre bon à la télévision, ils jugent mauvaises les mesures qu'il a annoncées. Contrairement à ce qu'ont dit ou écrit certains journalistes, il ne s'agit pas là d'un phénomène paradoxal mais d'une situation particulièrement inquiétante pour le Pouvoir qui attendait un choc psychologique du changement de personnes intervenu à la fin du mois d'août à Matignon. Si choc il y a, il s'est plutôt produit en sens inverse.

Quant aux déclarations du ministre du Travail elles pèchent au moins par omission. Il est, certes, bien vrai que l'ensemble des organisations syndicales a réagi de façon hostile au plan Barre — y compris Force ouvrière où André Bergeron a eu, cette fois, le plus grand mal à faire adopter une position nuancée qui n'est d'ailleurs pas suivie par tous les syndicats F.o. Mais il y a parmi ce qu'on appelle les « partenaires sociaux » une organisation qui a approuvé le plan du gouvernement et décidé de le soutenir : c'est le C.n.p.f. Rejeté par les organisations ouvrières, par celles des cadres, par les agriculteurs, par les petites et moyennes entreprises, le plan Barre est appuyé par le grand patronat. Cela suffit à lui donner sa véritable coloration : il s'agit bien d'un ensemble de mesures dont aucune ne s'attaque véritablement aux privilèges et aux inégalités sociales mais qui pèsent lourdement, notamment par le blocage du pouvoir d'achat, sur l'ensemble des travailleurs et en particulier de ceux — c'est la majorité des salariés — qui gagnent encore moins de 3 000 francs par mois.

Telle est la réalité qui est clairement apparue à une majorité de citoyens, la « base », comme on dit, allant parfois plus loin — c'est le cas à la C.g.c. et à F.o. — que les directions syndicales. En intervenant à son tour à la télévisioh avec une semaine de recul, Valéry Giscard d'Estaing pouvait difficilement espérer remonter un tel courant, qui trouvera une première expression concrète dans les grèves et les manifestations du 7 octobre auxquelles les socialistes apportent naturellement leur entier soutien.

A ce propos, on peut s'étonner de quelques commentaires lus ou entendus ici ou là et selon lesquels le Parti socialiste mettrait moins de vigueur que le Parti communiste à combattre les mesures gouvernementales. Rien n'autorise un tel jugement. Le P.s a voulu attendre de connaître officiellement ces mesures avant de dire ce qu'il en pensait. Aussitôt après que Raymond Barre les eut exposées, il en a montré la nocivité et l'inefficacité en des termes (1) qui semblent exprimer exactement — si l'on se réfère au sondage évoqué plus haut — ce qu'ont ressenti la majorité des Français. La réunion du Comité de liaison ce vendredi décevra une fois de plus ceux qui cherchent désespérément des failles au sein de la gauche. Ce n'est en tout cas pas le plan Barre qui est de nature à en provoquer.

CLAUDE ESTIER

---

(1) Voir « l'Unité » de la semaine dernière et le communiqué du Bureau exécutif du 22 septembre.

Plan Barre

IL N'Y A D'ÉCONOMIE QUE POLITIQUE

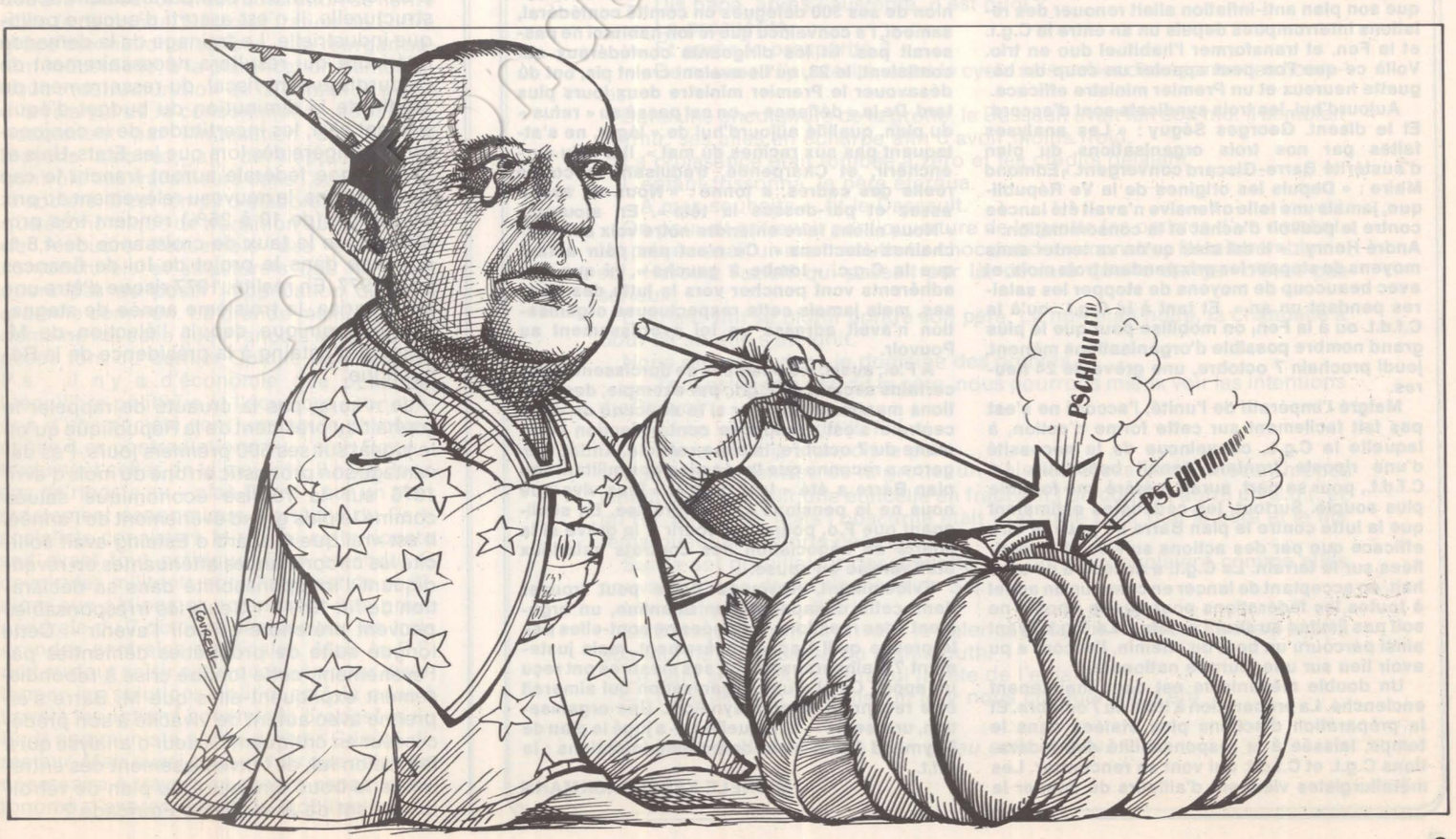
PAR JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Mercredi 22 septembre, arrivé avec quelques minutes de retard à la Commission des Finances, je suis le seul des commissaires auxquels Raymond Barre, cérémonieux, n'aura pas serré la main. Faut-il s'en désoler ? Quand M. Barre commence son « amphi » le franc se redresse sur le marché des changes. Quand il a terminé, il s'affaisse. De même pour l'indice des valeurs françaises à la Bourse. C'est dire que les milieux patronaux et les milieux financiers internationaux ne croient guère au fond d'eux-mêmes au succès du « plan Barre ».

Celui-ci se présente, en effet, comme un long catalogue de mesures banales cent fois vues, cent fois répétées. Le « plan Barre » a le souffle court. 4% et 8% de supplément à l'impôt sur le revenu, l'alourdissement des tranches de barème, le relèvement du prix de la vignette et des carburants. Tout cela ne pèche pas par excès d'imagination. Pas davantage l'élargissement des facilités d'amortissement, la réévaluation des bilans, les crédits bonifiés en faveur des entreprises et de l'exportation. En écoutant le professeur Barre, comment ne pas ressentir l'impression du déjà vu ? Je ne peux m'empêcher d'évoquer la période où Valéry Giscard d'Estaing, encore ministre de l'Economie et des Finances, luttait mollement contre l'inflation à travers une baisse provisoire du taux de la T.v.a. tout en préparant son élection. Nietzche faisait dire à Zarathoustra « soyez fidèles ô mes disciples ». En écoutant M. Barre je me dis que l'élève Giscard est bien peu nietzchéen pour avoir choisi son maître à penser comme ministre de l'Economie. Pourquoi pas Mallet-Isaac aux Affaires étrangères à la place de M. de Guiringaud ?

La contradiction du gouvernement Barre est celle de la majorité : il doit gagner les élections mais ne peut échapper aux contraintes du système qu'il est chargé de gérer. La vérité est que le gouvernement ne peut différer certaines échéances : celles des caisses vides du Budget ou de la Sécurité sociale. De même, il ne peut plus soutenir le franc sur le marché des changes. La fuite des capitaux a coûté en mars 1976 40 milliards de francs en devises. Pareille hémorragie ne peut plus être envisagée sans que soient largement entamées nos réserves d'or. Le franc flotte donc à la baisse. Mais la baisse du franc entraîne un renchérissement de nos importations plus rapide que le développement de nos exportations. Pour rompre ce cercle vicieux le gouvernement doit retrouver la confiance des milieux financiers. Il s'agit donc moins de lutter contre l'inflation que de donner l'impression qu'on lutte contre elle. Mais c'est là que Raymond Barre est confronté au problème électoral de la majorité. Il ne peut satisfaire ses appuis traditionnels qu'en mécontentant les couches nouvelles dont il recherche le soutien. C'est ainsi que l'indemnisation sécheresse sera largement financée par les cadres. Au total, le « plan Barre » est tout sauf le « grand dessein », la « nouvelle frontière » capable de résoudre les contradictions internes du bloc majoritaire.

Ne pouvant être efficace et le sachant, le professeur Barre a utilisé une vieille recette des gouvernements à bout de souffle : « tout dans le spectacle ». Le « plan Barre » lutte moins contre l'inflation que contre l'indice des prix. Le blocage de ceux-ci est en partie illusoire car nombreux sont ceux parmi les entrepreneurs qui ont anticipé la hausse. Surtout à travers la baisse de 2,4% du taux normal de la T.v.a., il est vraisemblable que les indices de prix, qui seront publiés de décembre à mars, montreront en 1977, →





Syndicats A L'UNISSON !

Voir Georges Séguy, Edmond Maire et André Henry lire la même partition assis autour du même pupitre sort déjà de l'ordinaire. Mais les entendre annoncer que C.g.t., C.f.d.t. et Fen vont ensemble orchestrer la journée nationale de grève du 7 octobre, cela suffit, sans conteste, à faire l'« événement ». Ces trois dernières années nous avaient davantage habitués, en effet, à un numéro de duettistes qui, malgré des accords parfois dissonnants, parvenait tout de même — réalisme oblige — à produire un minimum d'harmonie.

Pourtant la Fen restait encore dans la coulisse. Manquait un chef d'orchestre pour réaccorder les violons : pour cela, et bien sûr malgré lui, Raymond Barre vint à point. En appelant les syndicats « au dialogue », lors de son arrivée au gouvernement, il n'avait sûrement pas prévu que son plan anti-inflation allait renouer des relations interrompues depuis un an entre la C.g.t. et la Fen, et transformer l'habituel duo en trio. Voilà ce que l'on peut appeler un coup de baguette heureux et un Premier ministre efficace.

Aujourd'hui, les trois syndicats sont d'accord. Et le disent. Georges Séguy : « Les analyses faites par nos trois organisations du plan d'austérité Barre-Giscard convergent. » Edmond Maire : « Depuis les origines de la Ve République, jamais une telle offensive n'avait été lancée contre le pouvoir d'achat et la consommation. » André Henry : « Il est clair qu'on va tenter sans moyens de stopper les prix pendant trois mois, et avec beaucoup de moyens de stopper les salaires pendant un an ». Et tant à la C.g.t., qu'à la C.f.d.t. ou à la Fen, on mobilise pour que le plus grand nombre possible d'organisations mènent, jeudi prochain 7 octobre, une grève de 24 heures.

Malgré l'impératif de l'unité, l'accord ne s'est pas fait facilement sur cette forme d'action, à laquelle la C.g.t., convaincue de la nécessité d'une riposte frontale, tenait beaucoup. La C.f.d.t., pour sa part, aurait préféré une formule plus souple. Surtout, les cédétistes estimaient que la lutte contre le plan Barre ne pouvait être efficace que par des actions suivies et diversifiées sur le terrain. La C.g.t. a accédé à ce souhait, en acceptant de lancer en commun un appel à toutes les fédérations pour que la riposte ne soit pas limitée au seul 7 octobre. La C.g.t. ayant ainsi parcouru un bout du chemin, l'accord a pu avoir lieu sur une journée nationale.

Un double mécanisme est donc maintenant enclenché. La préparation à trois du 7 octobre. Et la préparation d'actions plus étalées dans le temps, laissée à la responsabilité des fédérations C.g.t. et C.f.d.t. qui vont se rencontrer. Les métallurgistes viennent d'ailleurs de donner le ton en signant un accord fédéral, définissant leurs formes spécifiques de luttes au cours des semaines à venir.

Depuis la fin de la semaine dernière on compte un nouveau venu dans le concert des mécontents : la C.g.c. Un coup dur, quand même, pour le gouvernement, que ce syndicat a habitué à plus de souplesse. Oh ! ce n'est pas la première fois que cette organisation grogne. La C.g.c. même si elle rassemble moins de cadres que les deux organisations ouvrières, est un groupe de pression. Elle le sait, le Pouvoir aussi. Quand elle se plaint, elle obtient des avantages. Ensuite, tout redevient cordial.

Le plan Barre a changé cet immuable scénario. Poussé par sa « base » — les cadres ont fait leurs comptes, et la note est lourde — Yvan Charpentié a dû, cette fois, parler dur. Une réunion de ses 300 délégués en comité confédéral, samedi, l'a convaincu que le ton habituel ne passerait pas. Et les dirigeants confédéraux qui confiaient, le 23, qu'ils avaient craint pis, ont dû désavouer le Premier ministre deux jours plus tard. De la « défiance », on est passé au « refus » du plan, qualifié aujourd'hui de « léger, ne s'attaquant pas aux racines du mal ». Il a fallu surenchérir, et Charpentié, traduisant la colère réelle des cadres, a tonné : « Nous en avons assez et par-dessus la tête ». En ajoutant : « Nous allons faire entendre notre voix aux prochaines élections ». Ce n'est pas pour autant que la C.g.c. « tombe à gauche », ni que ses adhérents vont pencher vers la lutte des classes, mais jamais cette respectueuse organisation n'avait adressé un tel avertissement au Pouvoir.

A F.o., aussi, les positions se durcissent. Dans certains secteurs, l'E.g.f., par exemple, des sections manifesteront. Car si la direction de cette centrale s'est prononcée contre l'action commune du 7 octobre, la base renâcle. André Bergeron a reconnu que la réaction des militants au plan Barre a été « très dure ». « Plus vive que nous ne le pensions », a-t-il précisé. En soulignant que F.o. pourrait recourir à la grève si la liberté de négociation des contrats salariaux était remise en cause.

Evidemment, Raymond Barre peut trouver dans cette désapprobation unanime, un argument : ces réactions indignées ne sont-elles pas la preuve qu'il frappe sévèrement, mais justement ? Malheureusement, ses mesures ont reçu un appui. Celui d'une organisation qui aimerait être reconnue comme syndicat. Une organisation, une seule — et laquelle ! — a jugé le plan de Raymond Barre plein de bonnes intentions : la C.f.t.

MICHELE KESPI-BACKMANN

comme ils l'avaient fait au début de 1973, une progression très modérée. Raymond Barre parle beaucoup de normalisation fiscale. Les bonnes résolutions contre la fraude font évoquer l'amendement électoraliste de « justice fiscale » que Valéry Giscard d'Estaing, futur candidat à la présidence de la République, avait soumis à l'Assemblée nationale à la fin de 1973 au cours de la discussion de la loi de finances pour 1974. Ajoutons quelques recommandations du style « boy scout » quant à l'augmentation ralentie des hauts salaires. C'est toujours la même politique qui vise, selon le mot d'Alain, à donner un air de justice à l'inégalité. Le « plan Barre » ne comporte pas d'impôt sur le capital. Interrogé sur ce point, le Premier ministre répond qu'indépendamment de ses sentiments personnels, une telle mesure apparaît inopportune.

Pourtant les conséquences économiques du « plan Barre » ne sont que trop aisément prévisibles. Le chef du gouvernement n'a soufflé mot du chômage dont chacun sait qu'il pèse de manière décisive sur le taux des salaires. Là est la variable essentielle du « plan Barre ». « Y penser toujours mais n'en parler jamais ». Au total, le ralentissement de l'économie est prévisible en 1977. Le « plan Barre » ne prévoit, en effet, qu'une médiocre dotation pour le Fonds d'action conjoncturelle (Fac) et surtout il ne comporte aucune action structurelle. Il n'est assorti d'aucune politique industrielle. Le freinage de la demande intérieure qui résultera nécessairement de l'alourdissement fiscal, du resserrement du crédit, de la diminution du budget d'équipement civil, les incertitudes de la conjoncture étrangère dès lors que les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale auront franchi le cap des élections, le nouveau relèvement du prix du pétrole (de 10 à 25%) rendent très problématique le taux de croissance de 4,8 % envisagé dans le projet de loi de finances pour 1977. En réalité, 1977 risque d'être une année grise, la troisième année de stagnation économique depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République.

Je n'aurai pas la cruauté de rappeler le souhait du président de la République qu'on le jugeât sur ses 500 premiers jours. Pas davantage son pronostic erroné du mois d'avril 1976 sur la reprise économique saluée comme le plus grand événement de l'année. Il est vrai que Giscard d'Estaing avait sollicité les circonstances atténuantes en revendiquant l'irresponsabilité dans sa déclaration de fin 1974 : « Seuls les irresponsables peuvent prétendre prévoir l'avenir ». Cette longue suite de prophéties démenties par l'événement, cette longue crise à rebondissement expliquent-elles que M. Barre s'en prenne avec autant de vivacité à son prédécesseur en critiquant l'erreur d'analyse qui a fait, selon lui, de l'investissement des entreprises le bouc émissaire du plan de refroidissement de Jean-Pierre Fourcade ?

La vérité est que les causes structurelles de la crise que Giscard d'Estaing a trouvée après son élection demeurent inchangées : la fièvre inflationniste n'est pas retombée. Le déficit du commerce extérieur, un moment effacé par la récession, réapparaît dans toute son ampleur. Depuis que le « plan Barre » est connu, l'échec économique du giscardisme doit être considéré comme un fait acquis. Le legs de cette période devra être examiné sans complaisance : un franc affaibli, des réserves de devises épuisées, un endettement extérieur croissant, la grève prolongée de l'investissement privé qui, selon l'expression de François Ceyrac, risque de donner en 1980 à l'industrie française « des bécanes inutilisables ». La gauche doit dès maintenant dresser le livre noir de ce que la gestion giscardienne depuis 1963, mais surtout depuis 1974, aura coûté à la France, sur le plan de l'indépendance nationale, de la valeur de sa monnaie, de la puissance et du dynamisme de l'appareil productif.

On a supputé ici et là, avant qu'il fût connu, l'avantage que la gauche pourrait tirer d'un succès du plan Barre. Il n'y a aucune chance qu'il réussisse. Son application ne peut qu'approfondir la crise qui mine l'organisme économique. C'est une autre politique qu'il faut faire, celle du programme commun, fondée à la fois sur une restructuration de l'offre et de la demande. Restructuration de l'offre grâce aux nationalisations, à la réorganisation industrielle, à la planification démocratique : restructuration de la demande grâce à la relance de la consommation populaire, notamment par l'indexation des bas et moyens salaires, au développement du contrôle des travailleurs dans l'ensemble de la société. Il est temps d'élaborer une politique économique de transition qui permettra de résoudre l'ensemble des problèmes conjoncturels et structurels que ne manquera pas de poser l'application du programme commun. La grande maxime en ce domaine est celle que François Mitterrand a posée lors du dernier Comité directeur du P.S. : il n'y a d'économie que politique. L'équilibre politique et l'équilibre économique d'une société sont une seule et même chose. Les contradictions du « plan Barre » traduisent celles de la majorité. Il n'y a donc pas de riposte au « plan Barre » sur un plan strictement économique. La tâche du Parti socialiste consiste à faire que cette riposte soit avant tout politique. Bien entendu, le devoir des militants socialistes est de participer aux actions et notamment à la grève générale du 7 octobre décidée par les trois grandes centrales syndicales. Mais le P.S. doit surtout saisir cette occasion pour développer les solutions politiques à la crise à travers les actions communes proposées au Parti communiste par le dernier Comité directeur. Mais aussi chaque fois que cela sera nécessaire à travers sa propre capacité autonome d'expression et de mobilisation.



La nuit, ce jour-là, était tombée plus tôt que d'habitude. Les aiguilles avaient fait un saut, une sorte de hoquet.

L'heure était à l'austérité.

Le père, vêtu de peau de bête et d'impôt supplémentaire, mastiquait lentement une racine, à la lumière d'un bout de chandelle.

On pouvait apercevoir dans la pénombre un enfant d'une douzaine d'années ; deux grands yeux étonnés crevaient son visage émacié, il rongeait un os de Smic.

— Dis papa, c'est quoi, l'austérité ?

— Nous vivions bêtement au-dessus de nos moyens, mon fils, maintenant nous sommes au bon niveau.

Un grand Dassault préhistorique tournoyait, pourchassant un Vathaire, éparpillant quelques feuilles d'un dossier compromettant. Il laissait sur son passage une nauséabonde odeur de milliards.

— Dis papa, après l'austérité, c'est quoi ?

— La prospérité.

— Et après la prospérité ?

— De nouveau l'austérité, c'est le cycle saisonnier des économies libérales.

Dans une encoignure de la grotte, le Dassault avait fait son nid. Il semblait dormir, ses ailes en écharpe afin d'avoir moins froid.

La croissance était tombée à zéro et les crédits gelaient.

L'enfant frissonna, le père éternua.

« A mes souhaits », fit le Dassault.

On pouvait entrevoir par l'ouverture de la grotte les ombres d'un combat. Un prix écrasait un mammouth. Le choc des deux monstres faisait trembler le sol. Haroun Tazieff, qui passait par là, déclara que le danger n'était pas sérieux.

L'enfant vint se blottir contre son père. La nuit était noire, la chandelle à bout de souffle s'éteignit.

Nous rentrions dans le domaine des ombres.

— Tout est bien ainsi, dit le père, nous pourrons mieux voir les intentions du Pouvoir.

— Je ne vois rien, dit le fils.

— Alors, tu vois bien, dit le père.

Pourtant, à l'entrée de la grotte, un Valerius Giscardus Pithecanthropus tentait de faire jaillir une étincelle en frappant l'un contre l'autre un U.d.r. et un R.i. taillés (*), mais l'obscurité était trop forte pour que le père et le fils remarquent ses efforts désespérés.

Sur le sol grouillaient des vignettautos qui s'accouplaient comme elles pouvaient avec des cotisations de S.s.

L'enfant prit peur. Il cria.

Le Dassault surpris s'envola, le Valerius cessa de frapper ses silex, le prix abandonna la carcasse du mammouth.

Le père serra tout contre lui la tête de l'enfant.

— Ce n'est rien mon fils, un jour nous changerons d'ère.

★) *Le Giscardus ne parle bien qu'au coin du feu.*

Sécurité sociale

UNE MALADE MALGRÉ ELLE

La Sécurité sociale est atteinte de maladies chroniques : dette patronale, charges indues, super profits des industries pharmaceutiques, etc... Maladies que les médecins du Pouvoir appelés à son chevet ne peuvent ni ne veulent guérir.

Pas plus que ses prédécesseurs, le gouvernement Barre n'a fait preuve d'originalité : au déficit chronique de la Sécurité sociale, il vient de répondre par une augmentation des cotisations. Avec, comme ses prédécesseurs, la promesse de s'attaquer « dans les tout prochains mois » au problème de fond posé par cet organisme.

Une seule différence, peut-être, dans le ton. C'est que l'affaire devient épineuse. A trop faire parler de lui, ce déficit-serpent-de-mer pourrait amener les Français à se poser des questions. Jusqu'à présent, sans trop regimber, ils avaient admis ce déficit comme la maladie honteuse causée « par les gens qui se soignent trop, et par ceux qui tirent leur flemme au lieu de travailler, grâce à la complaisance des médecins ». Sans parler, bien entendu, de « tous ces immigrés qui remplissent nos hôpitaux ». Cette fois, de telles explications risquent de ne plus suffire. Pour la simple et unique raison que les Français ont la mémoire de leur porte-monnaie.

Quand ils découvriront, en octobre prochain, leur salaire amputé de 0,70 %, ils se rappelleront qu'il y a tout juste neuf mois on leur a déjà fait le coup des « mesures d'urgence ». En décembre 1975, en effet, déjà harcelé par le déficit, Michel Durafour, ministre du Travail, avait imposé un relèvement des cotisation salariales de 0,75 %. Compte tenu de la part patronale pareillement augmentée, le gouvernement avait ainsi trouvé une somme de 7 à 8 milliards de francs pour redresser les finances de la Sécurité sociale.

Emballage cadeau

Neuf mois plus tard, il n'en reste plus trace. Mieux : pour « boucher les trous », le nouveau ministre du Travail, Christian Beullac, doit trouver 4 milliards de francs d'ici à la fin de l'année, dont un milliard et demi dès le mois d'octobre. Les prévisions pour l'année 1977 ne sont pas plus réjouissantes : 12,2 milliards de déficit en décembre, affirme l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale. Le 19 septembre — traversait-il une crise de pessimisme ? — Beullac allait jusqu'à parler de 13 à 16 milliards. « Même s'il finit par être gêné d'annoncer toujours ce déficit, constate Jean Dubois, responsable C.g.t. du secteur social, le gouvernement essaie de jouer sur la peur pour mieux faire avaler la pilule. » L'alarmisme était donc de rigueur avant la communication, le 22 septembre, des décisions antidéficit du plan Barre.

Après une valse-hésitation masquée par une apparente fermeté, la nouvelle équipe au pouvoir a fini par annoncer la couleur : taper presque aussi fort qu'en janvier dernier pour l'augmentation des cotisations, mais, cette fois, sans aucune mesure compensatoire. Relever d'un point les cotisations d'assurance-maladie (réparties également sur la part salariale et patronale) et de 0,4 point les cotisations d'assurance-vieillesse, va dégager un peu plus de 7 milliards de francs de ressources supplémentaires. « 7 milliards de salaire différé que les salariés ne récupéreront jamais, insiste Robert Bono, responsable du secteur Action sociale à la C.f.d.t. Le patronat, lui, s'arrange toujours pour déduire le montant de ses cotisations sociales de l'enveloppe qu'il destine aux augmentations salariales à venir. »

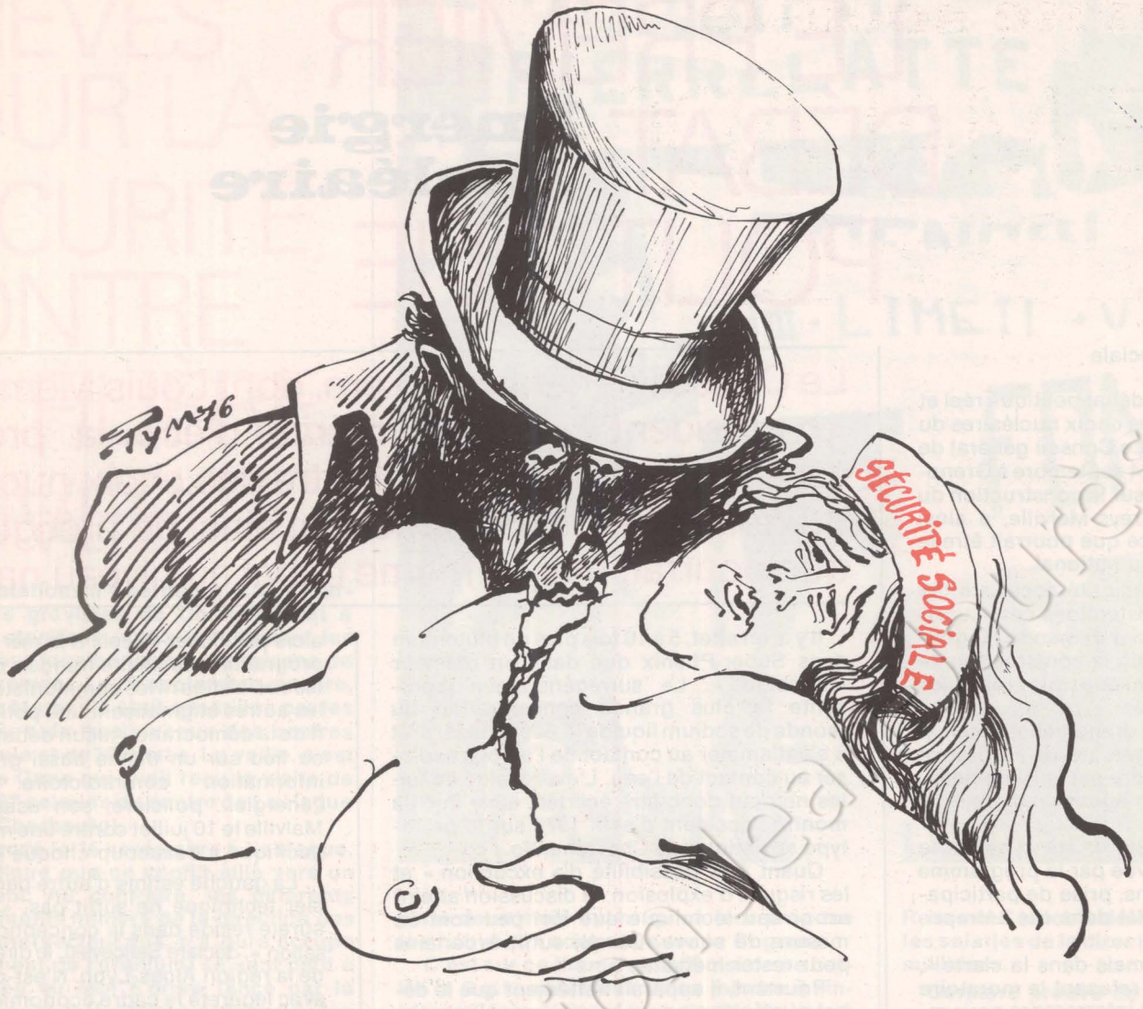
En résumé, c'est le salarié qui paie. Surtout celui qui gagne moins de 3 160 F mensuels. En effet, au-dessus de ce « plafond », les cotisations cessent d'augmenter proportionnellement au salaire. Un avantage auquel les cadres — principalement ceux de la C.g.c. — sont farouchement attachés. Parmi les nombreuses éventualités qui s'offraient au gouvernement pour renflouer les caisses de la Sécurité sociale, figurait le « déplafonnement ». Par souci d'égalité la C.g.t., la C.f.d.t. et F.o. n'y auraient pas été hostiles, sous réserve d'une plus grande justice fiscale passant par la connaissance des revenus réels de chacun. Par peur de braquer encore un peu plus les cadres et de les pousser dans les bras de l'opposition, le gouvernement a reculé, préférant augmenter les cotisations en dessous du « plafond ».



Mais comme 7 milliards supplémentaires n'étaient pas suffisants, il a fallu qu'il invente autre chose. Par une série de « petites » économies qui, cependant, pèseront lourd pour les plus défavorisés, il arrivera sans doute à diminuer les charges de la Sécurité sociale d'un milliard de francs environ. Ainsi, certains produits pharmaceutiques, dont les fortifiants et les laxatifs, ne seront plus remboursés. Les transferts sanitaires, les cures thermales et les prestations des professions paramédicales — à l'exception des infirmières et des sages-femmes — verront leur taux de remboursement abaissé. « Beaucoup d'enfants ont besoin d'être suivis par des orthophonistes, de même que la plupart des handicapés reçoivent les soins de kinésithérapeutes, rappelle Jean Dubois. Et chacun sait que ces familles n'ont pas besoin de difficultés supplémentaires ! » Force est de constater que ce type de considérations n'émeut guère le gouvernement. Dans le même style, il envisage tranquillement de comprimer le montant de certaines retraites selon « l'appréciation des ressources du ménage ». Tout cela « dans un souci de justice », s'il vous plaît...

A partir de là, le plus dur est fait. Il ne reste plus que l'emballage cadeau : une partie des recettes nouvelles obtenues par la vignette automobile servira, elle aussi, à combler le déficit. Enfin, pour preuve de sa bonne volonté, une avance budgétaire sera réalisée pour permettre à l'Etat de payer une partie des cotisations qu'il aurait dû verser en tant qu'employeur...

Voilà pour la première étape du colmatage des brèches. Et après ? demandent syndicats et partis de gauche qui ne voient dans les dernières mesures du plan Barre qu'un « palliatif » juste bon à repousser de quelques mois l'apparition d'un nouveau déficit. De l'avis de tous, le problème de fond demeure. Mais Christian Beullac s'est engagé à faire diligence. Déjà, il a demandé aux directeurs des caisses nationales — notamment vieillesse et maladie — de convoquer à partir



du 27 septembre leurs conseils d'administration. En même temps, il a annoncé qu'un groupe d'experts travaillera aux réformes en profondeur de l'ensemble des mécanismes de financement de la Sécurité sociale. Une étude de plus : sur ce thème, elles n'ont pas manqué. Ainsi, le rapport de la commission Granger sur la réforme de l'assiette des cotisations déposé en juin 1975. Un projet de loi devait suivre, que le Parlement aurait examiné lors de cette session d'automne. Aucun risque que la discussion arrive plus tôt que prévu : le texte du projet n'est toujours pas prêt !

Les dettes du patronat

Et puis, il y a le déficit chronique. Une fois de plus les experts seront amenés à s'interroger sur ses causes. Il leur sera alors difficile de ne pas remarquer la quasi-unanimité des partenaires sociaux quant à ses origines :

▶ Tous parlent des charges indues supportées par le régime général alors qu'elles devraient l'être par l'Etat. De 12 à 18 milliards selon les syndicats. Jusqu'au gouvernement lui-même qui, au moment du rapport Grégoire, les avait estimées à 6 milliards de francs !

▶ Tous constatent également le manque à gagner entraîné par l'augmentation du nombre des chômeurs qui ne cotisent plus.

▶ Et s'ils ne l'analysent pas de la même façon, tous s'accordent à reconnaître un accroissement très rapide des dépenses de santé. « Les gens se soignent trop », résume-t-on fréquemment du côté du patronat. « Les conditions de vie et de travail constituent une agression permanente contre la santé des travailleurs », affirme-t-on dans les milieux syndicaux, où l'on veut bien reconnaître un certain gaspillage explicable toutefois par les schémas de consommation qui entourent les produits pharmaceutiques et médicaux.

▶ Enfin, tous les syndicats dénoncent les dettes patronales : au moins 6 milliards de francs de cotisations non payées par les employeurs, dont 2,5 milliards pour les seuls patrons de la région parisienne !

L'addition dépasse, de loin, le déficit actuel. Il ne faudrait pas, pour autant croire le problème résolu. Loin de là. Car les causes structurelles du déséquilibre financier existent toujours. « En fait, le financement de la Sécurité sociale ne doit être que le moyen d'assurer une politique et non l'inverse, résume Bono. Parler de la Sécurité sociale sans l'inclure dans une politique de santé, de prestation familiale et de vieillesse ne rime à rien ». Voilà sans doute, pour le gouvernement, où le bât blesse. Car il ne peut affirmer qu'il pratique une politique d'égalité face à la santé tout en continuant à encourager les bénéfices des trusts pharmaceutiques et des groupes d'assurance privés. « Il faut soustraire le secteur de la santé à la mainmise du profit », déclarait Jacques-Antoine Gau, délégué national à la Santé et la Sécurité sociale lors de la réunion du bureau exécutif du P.s. le 22 septembre dernier, en précisant : « Seule une autre politique économique et sociale orientée par le plein emploi et une hausse des salaires les plus faibles peut résoudre la crise actuelle de la Sécurité sociale : que demain le million de chômeurs trouvent du travail, que le Smic, comme le Parti socialiste le propose, soit porté à 1 800 F par mois, et le déséquilibre du régime général sera résolu. »

Mais entre le bien-être du plus grand nombre et les 300 milliards de francs versés chaque année à la Sécurité sociale — pratiquement autant que le budget de l'Etat — le Pouvoir n'a pas hésité. Sa seule préoccupation : comment soustraire ce trésor au bastion populaire ? Depuis plus de 30 ans maintenant, les plans et les combines n'ont pas manqué. Et tous n'ont pas échoué...

C'est donc pour organiser la riposte que 25 organisations signataires de la plate-forme commune sur la santé et la Sécurité sociale (C.g.t., C.f.d.t., Fen, partis de gauche, associations familiales, de handicapés, mutualistes) se sont réunies dès le 23 septembre. Premier objectif : une participation la plus large possible à la journée revendicative de jeudi prochain 7 octobre « pour bien montrer à Beullac qu'il ne peut pas imposer n'importe quoi ». Car ils le savent tous, derrière chacune des réformes gouvernementales se profile la société libérale avancée. Tellement « libérale » que chacun pourrait s'y soigner selon ses moyens...

CHRISTINE COTTIN

LE PREMIER DÉBAT POLITIQUE

Energie nucléaire

De notre envoyée spéciale

Le Conseil général de l'Isère, dont Louis Mermaz est le président, a eu le mérite d'être la première assemblée politique à débattre des choix nucléaires du gouvernement, permettant ainsi de préfigurer ce que pourrait être ce même débat au niveau national.

C'était le premier débat politique réel et public autour des choix nucléaires du gouvernement. Le Conseil général de l'Isère, réuni les 23 et 24 septembre à Grenoble, en se prononçant sur la construction du surrégénérateur de Creys-Melville, a ainsi permis de préfigurer ce que pourrait être le même débat, au niveau national.

Par le vote de sa majorité socialiste (19 voix contre 15 et 10 abstentions communistes), le Conseil général a demandé au gouvernement de surseoir à la construction de Super-Phénix. Et ce tant que trois préalables ne seront pas respectés :

- ▶ l'ouverture d'un grand débat national sur la politique énergétique de la France avec vote d'une loi-cadre par le Parlement ;
- ▶ la création d'une Agence nationale de sécurité ;
- ▶ la nationalisation de l'industrie électro-nucléaire, prévue par le programme commun ; ou, au moins, prise de participation majoritaire de l'Etat dans ces entreprises.

« Il faut continuer, mais dans la clarté », ont dit les socialistes, refusant le moratoire qui aurait abouti à tout interrompre pour recommencer les études à zéro. Car les élus se sont, en fait, trouvés dans une position difficile : trancher par une décision politique un débat contradictoire entre scientifiques. Pendant 36 heures, se sont succédé à la tribune techniciens d'E.d.f. ou du C.e.a. et contestataires.

Les uns, comme Jean-Pierre Pharabod, chercheur à l'Ecole polytechnique de Paris, ont parlé des risques « d'excursion nucléaire », pudique euphémisme en matière d'explosion *(voir « l'Unité » n° 159 du 23 mai 1975)*. Les autres, comme Philippe Lebreton, professeur de biologie à l'université de Lyon, exposent les possibilités d'imperfections techniques, mais craignent surtout les défaillances humaines. « Et si on parvient un jour à des hyper-Phénix, aurons-nous les « hyper-hommes » capables de les maîtriser ? »

De leur côté, les techniciens E.d.f. et C.e.a. plaident un dossier d'autant plus convaincant qu'ils sont eux-mêmes très convaincus. L'un d'eux reconnaît : « Avec le surrégénérateur, nous avions peur. Les doutes qu'expriment aujourd'hui les opposants, nous les avons eus il y a 5 ans. En fonction de cela, nous avons pris un maximum de précautions ».

A la mer ?

Un dossier « sûreté » très solide, donc, qui laisse apparaître une probabilité d'accident très réduite. Et pourtant le risque potentiel reste très grand, les matières en cause, plutonium et sodium, étant particulièrement dangereuses, surtout lorsqu'on les entrepose en quantité aussi importante.

Il y a, en effet, 5 à 10 fois plus de plutonium dans Super-Phénix que dans un réacteur « classique ». Le surrégénérateur représente la plus grande concentration du monde de sodium liquide (4 600 tonnes) prêt à s'enflammer au contact de l'air et à exploser au contact de l'eau. L'éventualité de fuites ne peut donc être écartée, ainsi que l'a montré l'accident d'avril 1974 sur le prototype soviétique de Chevtchenko.

Quant à la possibilité d'« excursion » et les risques d'explosion, la discussion atteint un niveau technique que fort peu sont en mesure de suivre. Ce qui suffit à certains pour rester méfiants.

Pourtant, il apparaît nettement que le débat nucléaire ne peut se résumer à une discussion technique et rationnelle. Il y a ceux qui croient à l'accident et ceux qui n'y croient pas. On retrouve la vieille terreur du nucléaire, trop lié encore à ses origines militaires. Lew Kowarski, physicien nucléaire et professeur de sociologie de la science, parle du « jeu aveugle des forces déraisonnables » dans un monde qui a refusé de comprendre, après la crise d'octobre 1973, que l'ère de l'énergie bon marché était finie. La croisade antinucléaire est donc devenue une des formes de refus de la société industrielle. D'autres sont prêts à accepter certains risques, le tout étant de définir les limites du risque acceptable...

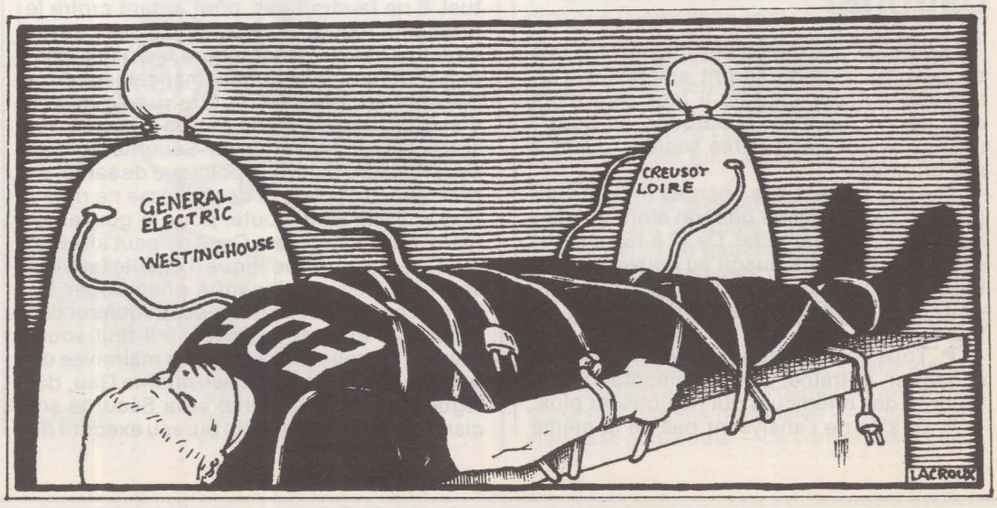
Dans ce cadre, la gauche essaie de déterminer sa position en tenant compte de son arrivée probable au pouvoir. On ne jettera alors pas Super-Phénix à la mer ! Pourtant, le programme nucléaire français ne satisfait ni les socialistes ni les communistes. Les uns et les autres stigmatisent une politique qui fait fi de la démocratie. Aucun débat national n'a eu lieu sur un thème aussi grave, aucune information contradictoire. Quant à l'énergie... policière, son usage à Creys-Malville le 10 juillet contre une manifestation pacifique a beaucoup choqué ici.

La gauche estime d'autre part que le dossier technique ne suffit pas. « La véritable sûreté réside dans la conception et la réalisation », déclare Saitcevski, le directeur d'E.d.f. de la région Alpes-Lyon. N'est-ce pas traiter avec légèreté le cadre économique et politique dans lequel les problèmes de sécurité prennent leur signification réelle ?

Questions sans réponse

Ainsi de la privatisation croissante du C.e.a., qui risque d'aliéner sa qualité d'organisme indépendant, notamment en matière de sécurité. Les conseillers généraux de gauche ont tous exprimé leur crainte d'une perte de contrôle qui conduirait à transférer à l'industrie privée française, puis multinationale, les connaissances technologiques acquises par les scientifiques français.

Le C.e.a. est, par exemple, minoritaire



GRÈVES POUR LA SÉCURITÉ, CONTRE LA FILIÈRE PRIVÉE



Manifestations à Cherbourg, Caen, Marseille : les grévistes du Commissariat à l'énergie atomique (C.e.a.) multiplient les actions pour faire connaître les raisons de leur mouvement. Le 28 septembre, encore, la foire de Marseille était quadrillée par les distributeurs de tracts venus des centres de Marcoule et de Miramas. La veille, c'est la foire de Caen qui avait reçu la visite de 250 des 767 salariés du centre de La Hague (près de Cherbourg).

Commencé le 16 septembre à La Hague, rien n'indique que ce conflit aille vers un apaisement. Au contraire, les différents établissements miniers de la direction des Productions (secteur du C.e.a. qui s'occupe du traitement de l'uranium) se sont petit à petit ralliés au mot d'ordre lancé par la C.f.d.t., F.o. et le Syndicat autonome des personnels de l'énergie atomique. Ainsi, le 20 septembre, le centre de Miramas arrêtait le travail, suivi, lundi dernier, par celui de Marcoule. Deux jours plus tard, avec la grève de 24 heures reconductible décidée par le centre de Pierrelatte, on pouvait considérer que les 8 000 salariés de la direction des Productions étaient touchés.

Ce qu'ils demandent ? Une négociation à l'échelon national sur les problèmes posés par le transfert à une société privée, la Cogema, de l'ensemble de la direction des Productions. Pour l'instant, l'intersyndicale se heurte à un refus catégorique de l'administration générale du C.e.a., qui n'entend pas remettre en cause le principe de ce transfert. Il faudra sans doute attendre les résultats du recours en illégalité engagé sur ce point en Conseil d'Etat. Mais pour les grévistes, le temps presse : ils ont tout juste deux mois avant qu'on leur propose les nouveaux contrats avec la Cogema.

C'est sur ce thème qu'a choisi de se battre la C.g.t., qui refuse de se joindre à l'intersyndicale. Le seul mot d'ordre de grève lancé par les cégétistes à Marcoule ne porte pas sur le principe, mais sur les modalités du transfert, pour que les travailleurs du C.e.a. ne perdent pas les avantages acquis au moment de leur entrée dans le secteur privé.

L'intersyndicale, pour sa part, a rallié bon nombre de travailleurs à son point de vue : 90 % de grévistes à La Hague, ce pourcentage ne tombant pas au-dessous de 60 % à Marcoule. Le Parti socialiste, également, a choisi de se battre contre la privatisation du seul secteur rentable du C.e.a. C'est à ce titre que samedi dernier Louis Darinot, député socialiste de Cherbourg, s'est joint à une manifestation des grévistes dans sa ville. Le jour même où, par solidarité, des délégations de travailleurs du C.e.a. venus de Marseille, Pierrelatte, Cadarache, Saclay, Fontenay-aux-Roses et Grenoble défilaient... Sans oublier les salariés de la direction des Applications militaires.

Dernière preuve de solidarité, et non la moindre : de Bruxelles, le groupe Energie de la Confédération européenne des syndicats (C.e.s., qui compte 800 000 adhérents) a voté à l'unanimité, le 24 septembre dernier, une motion de soutien aux grévistes : « Le retraitement du combustible irradié doit rester aux mains de la puissance publique, tant pour la sécurité des travailleurs que pour celle de la population ».

Le problème de la sécurité est au cœur de ce conflit. Un impératif de rentabilité et de profit, lorsqu'il s'agit de traiter les matières radio-actives, conduira inévitablement à négliger les investissements indispensables à la sécurité, déclare l'intersyndicale. Seul un service public comme le C.e.a. peut et doit assurer à l'égard de la collectivité la responsabilité des activités nucléaires.

C.C.

dans la société Novatome. C'est le groupe Empain qui domine la technologie des nouvelles centrales et coopère directement avec Interatom, où domine le groupe allemand K.w.u. Dans le secteur du combustible, c'est P.u.k. qui détient la plupart des leviers de commande. L'éclatement du C.e.a. en trois branches d'activité, dont la Cogema, permet de comprendre comment la maîtrise publique se dilue de plus en plus. D'autant qu'avec les projets de réacteurs à usage industriel, producteurs de vapeur, un champ nouveau s'ouvre à la privatisation nucléaire, avec tous les dangers que cela comporte dans les conditions de fonctionnement de l'industrie...

C'est donc finalement sur ce thème que les conseillers généraux de l'Isère se sont prononcés vendredi dernier, plutôt que sur le débat technique. Le groupe « majorité présidentielle » n'émet pratiquement aucune réserve sur un projet où, pour une fois, la France bénéficie d'une avance technologique. Pour les représentants R.i., les critiques « partisanes » portées contre Creys-Malville constituent de véritables atteintes au moral de la nation et à sa croissance économique. Ils souhaitent cependant un élargissement des attributions de la commission nucléaire du Conseil régional, point sur lequel le ministre de l'Industrie et de la Recherche Michel d'Ornano serait prêt à céder.

Le groupe communiste a préféré s'abstenir sur la motion socialiste dans la mesure où dit-il, il ne veut pas faire du surrégénérateur et du plutonium des boucs émissaires. Il s'oppose d'autre part à l'Agence de sécurité qui, selon lui, risquerait d'accélérer le démantèlement du C.e.a. et d'affaiblir E.d.f.

Quant aux socialistes, par la voix de Louis Mermaz, président du Conseil général, ils estiment que « la balle est maintenant dans le camp du gouvernement ». Cette assemblée détenant un « pouvoir moral » dont le gouvernement devrait, malgré tout, tenir compte. Le but, surtout, serait de provoquer ce débat au Parlement qui obligerait E.d.f. à sortir ses dossiers économiques. A Grenoble, plusieurs questions ont été posées sur la rentabilité réelle du nucléaire et, en particulier, des centrales à neutrons rapides. Des questions toujours restées sans réponses.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

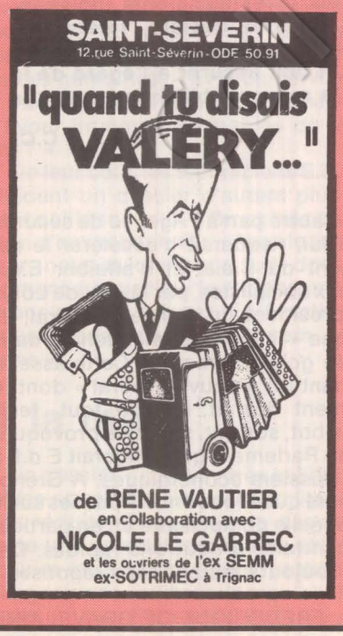
changer la vie sociale et économique

TANT PIS POUR LES MALADES

Faute de crédits suffisants pour entretenir les 6 avions légers et les 42 hélicoptères de la gendarmerie, celle-ci vient de faire savoir au ministère de la Santé qu'elle devra réduire ses conditions d'assistance au corps médical pour le transfert aérien des malades entre les différents hôpitaux. Question indiscrète du député socialiste Aumont au ministre de la Défense, pas si économe en tant d'autres occasions: comment compte-t-il procéder pour faire fonctionner un organisme dont les missions s'accroissent sans cesse sans que les moyens appropriés soient mis à sa disposition ?

UNE ERREUR... SAISISSANTE

Trouver un matin dans sa boîte aux lettres une feuille d'impôt réclamant presque une année de salaire, cela peut arriver. Cette aventure vient d'arriver à un ouvrier vosgien. A la suite d'une erreur du centre d'informatique des impôts de Strasbourg, Maurice Pierson, se voit réclamer 34 000 F. Il réclame, il obtient un dégrèvement de 33 400 F. Jusque-là, dira-t-on, une simple erreur vite corrigée. Eh bien non, l'histoire ne s'arrête pas là. Ce contribuable a été taxé d'une majoration de 10% pour paiement hors délai. Et son percepteur a fait opérer une saisie sur son salaire !



GERVAIS-DANONE : PONT-DE-VIVAUX VA SE BATTRE

Gervais-Danone a décidé de se restructurer. « Pour faire face aux impératifs d'adaptation au marché et réduire les coûts », cette filiale du grand groupe B.s.n. dirigé par Antoine Riboud ne veut pas faire de détail : elle a annoncé, il y a une dizaine de jours, qu'elle fermait son usine de Pont-de-Vivaux dans la région marseillaise. 150 employés vont donc se retrouver au chômage, sans grande illusion, malgré les promesses faites par la direction d'assurer un reclassement des salariés dans les entreprises de la région. « Il y a 50 000 chômeurs à Marseille, affirment les représentants syndicaux, et la tendance reste à la compression de personnel ». Quant au reclassement dans une autre usine Gervais-Danone du « Nord », il signifie pour tous ces Marseillais l'obligation de s'expatrier.

De toute façon, les 64 femmes et les 88 hommes employés à Pont-de-Vivaux ont décidé de se battre pour le maintien de leur entreprise. « Depuis 15 ans, l'usine marseillaise a largement participé à l'expansion de Gervais-Danone », affirment-ils. En fait, ils ne voient pas pourquoi ils accepteraient sans rien dire que les produits frais ne soient plus fabriqués chez eux mais en Italie, alors que la rentabilité de l'usine marseillaise n'a jamais été contestée. Ils ont déjà fait appel à la solidarité des autres travailleurs de la société. A Lille, un débrayage de soutien a déjà eu lieu en leur faveur. Et puis les salariés de Pont-de-Vivaux ont décidé de mener des actions « courtes et spectaculaires. »

TARIFS MICROSCOPIQUES ?

Des directeurs en grève : les 15 et 16 septembre derniers, unis dans une même colère, les directeurs des laboratoires d'analyses médicales ont fermé leurs portes. Par ce mouvement décidé au plan national, ils entendent montrer au gouvernement qu'ils n'accepteront pas n'importe quelle révision des tarifs. 10 % d'augmentation en 4 ans, c'est trop peu, compte tenu de la baisse des coefficients pour les actes biologiques. Faut-il comprendre que l'augmentation des tarifs payés par la clientèle se traduit par une diminution des honoraires perçus par les laboratoires d'analyses ? Les « grévistes » ne vont pas jusque-là. Mais ils n'en mettent pas moins les Pouvoirs publics en garde : si une nouvelle nomenclature concernant les analyses médicales est imposée, ce sont les malades qui en feront les frais. Ils devront payer ce que la Sécurité sociale ne prendra pas en charge.

LA FIN DES MINES

Un rappel du directeur général des Houillères du Bassin Nord-Pas-de-Calais avant son départ à la retraite : la fin d'exploitation du bassin minier devrait se situer entre 1983 et 1985. D'ici là, 30 à 35 000 emplois auront disparu. Il faudra donc, dans cette région, créer 3 500 emplois par ans.

LE POINT SUR LE CHOMAGE

En se référant aux normes du Bureau international du travail, la C.g.t. a calculé que le nombre des sans-emploi, début septembre, s'élevait à 1 173 024. Le nombre total des chômeurs bénéficiant d'une allocation était, à cette époque, de 573 227. Parmi eux, seuls 109 864 — à peine un sur cinq — ont perçu l'allocation de 90 % pour licenciement économique.

La C.g.t. fait encore cette constatation : en raison de l'allongement de la durée du chômage, surtout depuis le printemps 1976, un grand nombre de chômeurs ne touchent plus aucune allocation au bout d'un an. Ils étaient 599 797 dans ce cas, début septembre. Ou bien ils ne perçoivent plus que l'aide publique : 11,10 F par jour. Dernière précision donnée par la C.g.t. : la grande masse des jeunes à la recherche d'un premier emploi ne s'étaient pas encore inscrits à l'A.n.p.e. en août, quand tous ces calculs ont été effectués.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Les « Entretiens du jeudi » reprendront à partir de jeudi prochain 7 octobre. Comme précédemment, ils auront lieu de 19 à 21 heures au siège du Parti socialiste (7 bis place du Palais-Bourbon, 75007 Paris). Voici la liste des premiers animateurs de ces entretiens:

7 octobre: Gilles Martinet et Charles Hernu; 14 octobre: Louis Mermaz et Pierre Bérégovoy; 21 octobre: Jean Poperen et Jean-Paul Bachy.

Rappelons d'autre part qu'« Allo P.s. », service d'informations téléphonées du Parti socialiste, fonctionne tous les soirs à partir de 20 heures à 555.91.92.

RAPPORT PRIX-SALAIRES

53,3 % d'augmentation du prix de la 2 CV 4 en deux ans et demi. Entre janvier 1974 et juillet 1976, le prix de cette voiture est passé de 8 540 F à 13100 F. « La faute aux salaires »,répondent en chœur patronat et gouvernement. La C.g.t. a fait le calcul : durant la même période, le salaire d'un « O.s. machine », devenu entre-temps « agent d'atelier 2 », sans autre ancienneté, a augmenté de 32,3 % (de 1 442 F à 1 908 F).

32,4 % d'augmentation pour les ouvriers, 53,3 % pour les voitures : le moins que l'on puisse dire est que les courbes des salaires et des prix sont loin d'être parallèles !

VENDREDI 15 OCTOBRE

RETENEZ CETTE DATE

C'est celle du lancement de la nouvelle grande campagne de « l'Unité » pour accroître sa diffusion. Une campagne à laquelle chacun de nos lecteurs, chacun des adhérents du Parti socialiste, chacun de ses sympathisants va être appelé à participer personnellement.

Cette campagne — que nous avons décidé de retarder d'une semaine en raison des grèves prévues pour la journée du 7 octobre — s'accompagnera d'un certain nombre d'innovations dans la présentation et le contenu de « l'Unité » et d'une agréable surprise pour les nouveaux abonnés.

Dès vendredi prochain, nous vous dirons tout sur la façon dont nous voulons, avec vous, faire de ce journal une arme décisive dans la grande bataille politique qui attend les socialistes.

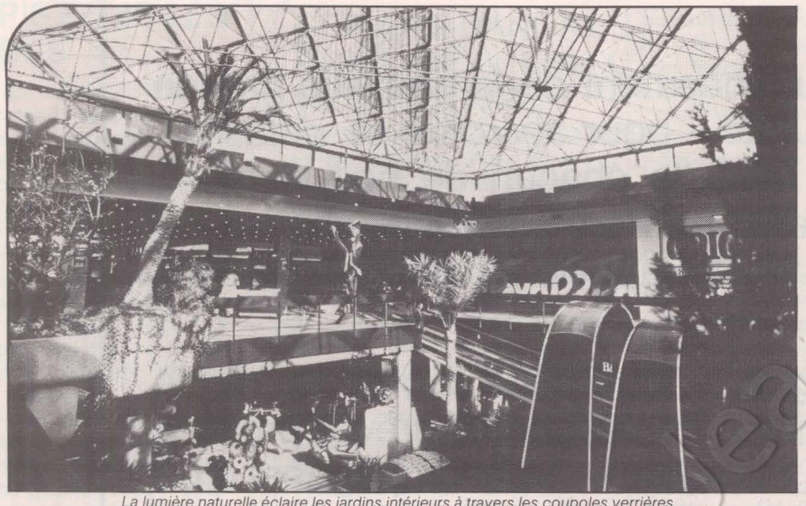
DÈS AUJOURD'HUI NOTEZ LE RENDEZ-VOUS DU 15 OCTOBRE ET NE LE MANQUEZ PAS

Deux exemples d'adaptation

Les deux grands centres commerciaux urbains

Evry 2 Centre :

ouvert sur l'Agora, c'est la grand'rue de l'Essonne.



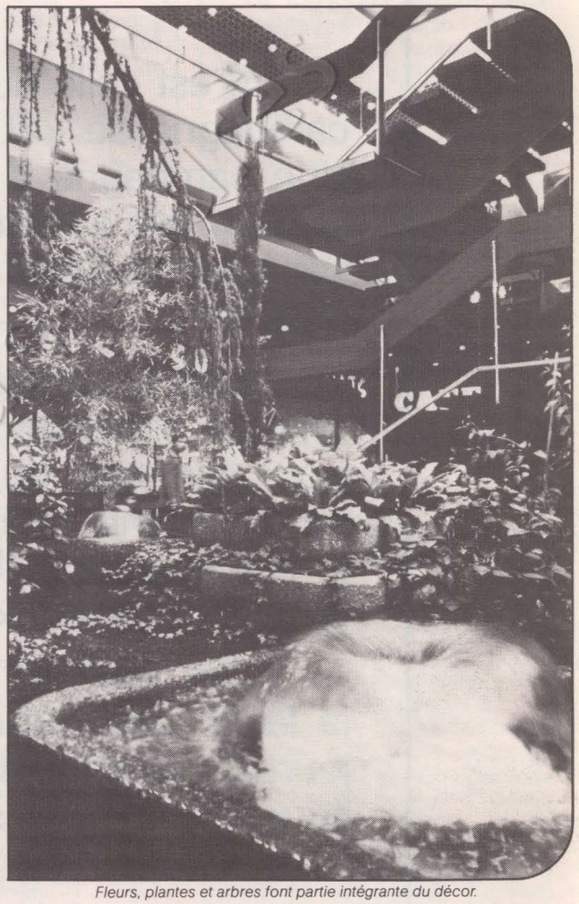
La lumière naturelle éclaire les jardins intérieurs à travers les coupoles verrières.



Le premier centre commercial intégré à une Agora.



Les mails sont reliés par des translators.



Fleurs, plantes et arbres font partie intégrante du décor.

Les agoras grecques avaient leurs marchés, celle d'Evry a son centre commercial.
Traversé par deux rues, Evry 2 Centre ouvre en effet directement sur l'Agora, place vitale de la Ville Nouvelle rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne (théâtres, patinoire, 5 salles de cinéma, bibliothèque-discothèque, équipements sportifs). Il participe ainsi en permanence à la vie de la communauté urbaine bien au-delà de son activité proprement commerciale.

Le huitième fleuron de la S.C.C.

Forte de l'expérience de ses sept premiers centres : Parly 2, Vélizy 2, Rosny 2, Grigny 2, Ulis 2, Bobigny 2 et La Part-Dieu, la Société des Centres Commerciaux s'est voulue ici plus créative encore.

Elle a tout mis en œuvre pour combler les aspirations d'une population qui connaît l'expansion démographique la plus forte de France.
Pour précéder même ses exigences prochaines : insertion directe au cœur même de la Ville Nouvelle. Excellente jonction avec tous les moyens de communications. Décoration harmonieuse inspirée de l'environnement naturel. Complémentarité des plans de commercialisation.

Ainsi, sur 71.000 m² Evry 2 Centre réunit : un grand magasin (les Nouvelles Galeries), un hypermarché (Euromarché) et 117 boutiques.
Accessible et vivant jour et nuit, il est devenu en un an le prolongement, la grand'rue, et le principal pôle d'attraction de la Ville Nouvelle. Aujourd'hui, 1.850 personnes travaillent à Evry 2 Centre.

Depuis son ouverture, le 20 mars 1975, Evry 2 Centre reçoit environ 720.000 visiteurs par mois et son chiffre d'affaires a atteint 300 millions de francs en 1975 (après neuf mois d'activité).

Une source de vi

L'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.
A cet égard, la Société des Centres Commerciaux intervient directement

En pleine expansion, la Société des Centres Commerciaux diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :

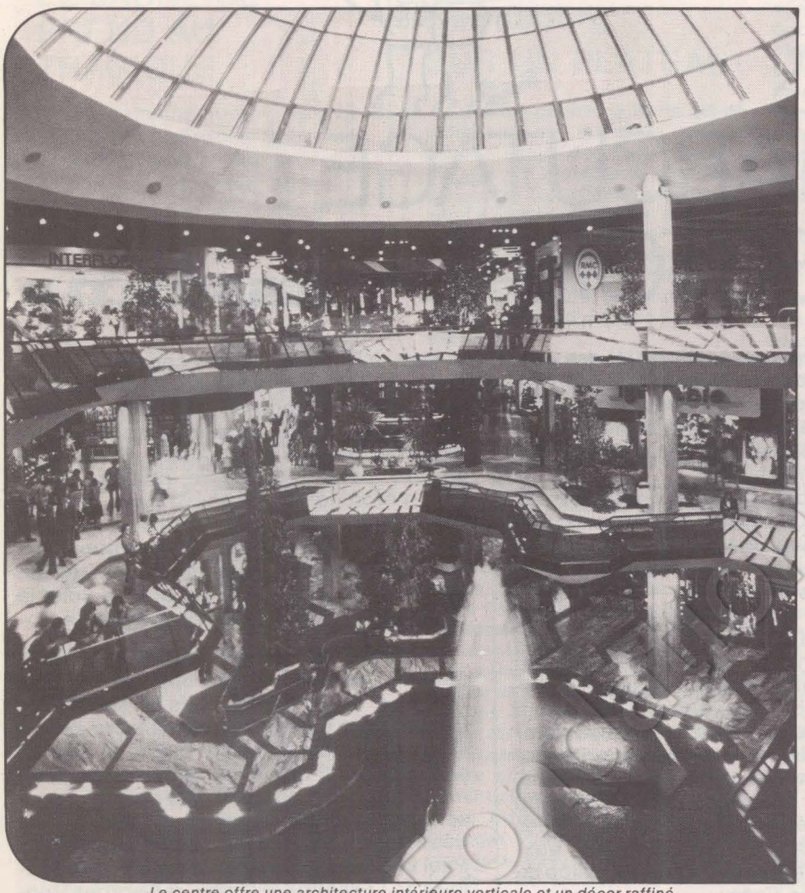
- Rosny 2 (25.000 m²) en cours de livraison.
- Evry 2 (12.000 m²) en cours de livraison.
- La Part-Dieu (Lyon) 40.500 m² et le 25e hôtel Frantel, livraison fin 1976.

secteur public, secteur privé.

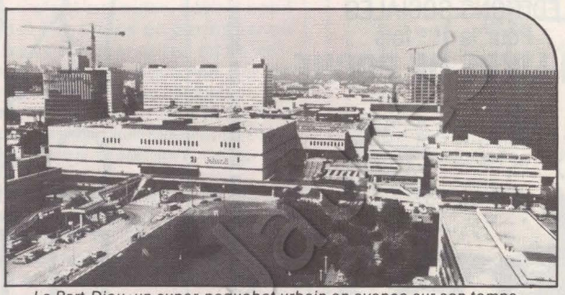
réalisés par la SCC sont aujourd'hui sur orbite.

La Part-Dieu à Lyon :

un nouveau centre de vie pour la seconde métropole française.



Le centre offre une architecture intérieure verticale et un décor raffiné.



La Part-Dieu : un super-paquebot urbain en avance sur son temps.



La Part-Dieu : le plus grand centre commercial régional d'Europe...



... et le plus grand du monde en rénovation de centre-ville.

CHRISTIAN CHASSIN

110.000 m². 169 magasins. 2 grands magasins (les Galeries Lafayette et le Grand Passage). 3 grandes surfaces : c'est le plus grand centre commercial d'Europe.
Construit au cœur du nouveau quartier de La Part-Dieu, premier Centre Régional de Décision créé en France, il offre l'éventail le plus complet de commerces, de loisirs, de services et emploie 2.500 personnes.

L'équation idéale : Emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Des résultats qui parlent d'eux-mêmes

Depuis son ouverture, le 9 septembre 1975, La Part-Dieu accueille en moyenne 28.000 visiteurs par jour : 13.200 pour les achats et 10.000 pour les loisirs. 4.000 personnes viennent même d'au-delà du département du Rhône.
Au cours des six premiers mois d'activité, le centre a réalisé un chiffre d'affaires de 262 millions de francs. Et ceci, malgré une conjoncture économique peu favorable puisqu'il s'est ouvert au moment où la crise touchait le plus fortement la région Rhône-Alpes. On est donc fondé à évaluer le chiffre d'affaires 1976 à 510 millions de francs.

Ainsi, La Part-Dieu a pris, dès sa première année, une place à sa dimension sans nuire pour autant au reste du commerce lyonnais. C'est un succès évident lorsqu'on sait qu'un centre commercial met de deux à quatre ans, dans le monde entier, pour atteindre son orbite. Et c'est surtout une preuve éclatante de la vitalité de Lyon.

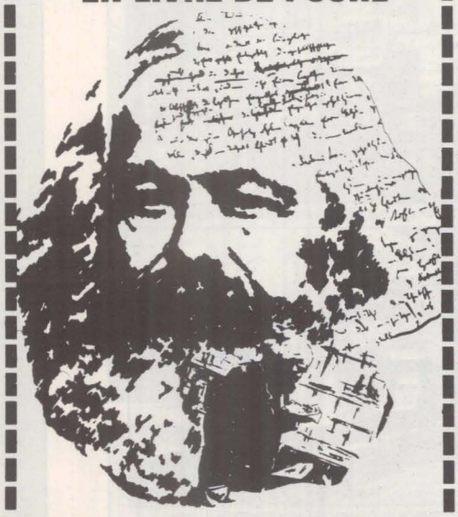
pour la région

avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart ou une demi-heure de transport.

La meilleure image du commerce régional et urbain

Renseignements pour la location
des magasins et des bureaux :
S.C.C. 20 place Vendôme, 75001 Paris
Tél. 260.32.56

Publié par les
EDITIONS SOCIALES
Pour la 1ère fois
EN LIVRE DE POCHE



LE CAPITAL KARL MARX

Texte intégral suivi de pages inédites de Marx, de notes de F. Engels et un index des noms, un index des œuvres et un index des matières.

Introduction de Paul Boccara

3 volumes format poche 60 F.

BON DE COMMANDE

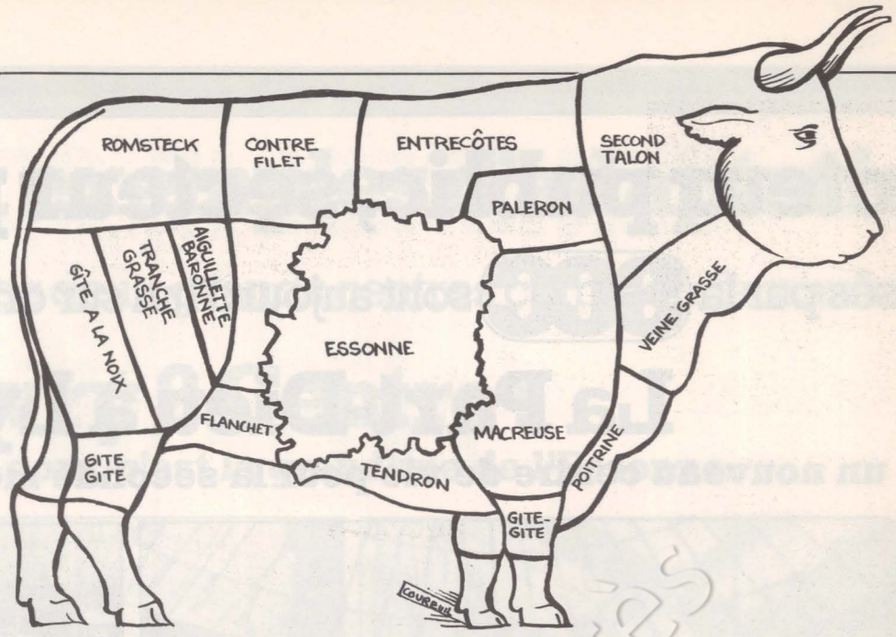
A retourner au Livre Club Diderot.
13 bd Bourdon. 75004 Paris

Je désire recevoir le Capital (format poche) 3 volumes.
Je verse 60 F + 5 F de frais d'envoi, soit : 65 F.

Ci-joint :
☐ chèque bancaire
☐ mandat-lettre
☐ chèque postal 3 volets sans N° de C.C.P.

Nom, Prénom _____

Adresse _____



CHARCUTAGE ÉLECTORAL Essonne

Après le charcutage électoral des cantons qui, dans le département de l'Essonne, a particulièrement mal tourné pour elle en mars dernier, la droite se livre maintenant à Bures et à Orsay à une manœuvre de grand style.

Les lecteurs de « l'Unité » ont été avisés, dans le numéro du 10 mars, de l'organisation d'une consultation sur les communes de Bures et d'Orsay. Jouant sur l'instinct de rejet des populations anciennes — évidemment mal informées des problèmes réels — à l'égard des « intrus » de la Zup des Ulis répartis entre Bures et Orsay, bénéficiant par ailleurs d'une ahurissante consigne d'abstention donnée par la section locale du parti communiste, les municipalités conservatrices ont obtenu le 14 mars une majorité globale en faveur de la sécession des Ulis, mais, grâce à l'action énergique des militants du P.s., aidés par ceux du P.s.u., du Gam et des radicaux de gauche, les Ulissiens eux-mêmes ont voté en majorité pour la fusion de l'ensemble Bures-Orsay.

Après un silence de plusieurs mois, le sous-préfet de Palaiseau a brusquement, le 9 septembre, mis en route une procédure qui tend à créer une troisième commune aux Ulis et passe par l'élection, le 10 octobre, de deux commissions syndicales — une à Bures et une à Orsay — appelées à donner un avis sur ce projet.

A Bures-Orsay comme à Lille, le Parti socialiste milite pour la fusion. Il le fait en fonction de considérations locales : l'imbrication des limites communales, des équipements publics, des transports et des intérêts est telle entre quartiers anciens et quartiers neufs que toute autre solution serait génératrice de complications extrêmes et de déséquilibres profonds.

La droite le sait. C'est si évident que, il y a dix ans, quand a commencé l'opération de la Zup, le choix fut proposé aux municipalités en place : et les actuels partisans de la ségrégation ont alors refusé la création d'une commune autonome aux Ulis. Mais voilà : les nouveaux habitants votent à gauche, et la droite aime mieux aujourd'hui régner sur des communes diminuées que ne pas régner du tout.

Mais, à Bures et à Orsay comme à Lille, le P.s. ne se contente pas d'obéir à des nécessités locales. Sa doctrine constante, et cohérente, se fonde sur les termes précis du programme commun de la gauche. On peut lire en effet dans la 3e partie, chapitre III, 1 : « Le renforcement du pouvoir des communes aboutira à une nécessaire évolution des structures communales. Le regroupement des communes sera encouragé. Aucune décision ne pourra être prise sans la volonté des élus et de la population concernée... »

A Bures et à Orsay, il y aura unité de la gauche quant au refus à opposer aux manœuvres de la droite. Mais la section de Bures-Orsay du P.s., en plein accord avec le P.s.u. et le Gam, a pensé qu'on ne pouvait s'opposer à la droite sur des critères purement négatifs. Les candidats qu'elle proposera pour les commissions syndicales, sur des listes où figurent les militants socialistes Paul Loridant, Premier secrétaire fédéral adjoint de l'Essonne, à Orsay, et Georges Bonneville à Bures, auront pour mission de s'opposer à la création d'une troisième commune, non pour perpétuer un statu quo qu'ils ont toujours dénoncé, mais pour rendre possible, après le renouvellement des conseils en place, la fusion de l'ensemble Bures-Orsay.

D'un bout à l'autre de cette campagne à épisodes multiples, l'action du Parti socialiste aura été logique et cohérente : d'abord en s'opposant à l'éclatement qui vouerait les communes au déséquilibre et à l'impuissance ; ensuite, en proposant l'indispensable contrepartie qu'est l'organisation de la démocratie municipale au niveau des quartiers.

L'adversaire, quant à lui, ne s'y est pas trompé. Et il faut lui reconnaître une certaine unité d'intention, même et surtout si, sur le plan juridique et tactique, elle s'exprime en actions contradictoires : car c'est le même Pouvoir qui retarde à Lille une procédure de fusion et qui, à Bures et à Orsay, instaure dans la hâte et la précipitation une procédure — juridiquement autrement compliquée ! — pour provoquer une partition...

changer la vie politique en France

LE JAUNE SE PREND AU TRAGIQUE

Une semaine durant, les journalistes de « France Soir » ont employé contre Robert Hersant — qui accentue sa mainmise sur le journal — et contre le « directeur-rédacteur en chef » Paul Winkler — qui les censure volontiers — une arme originale : la grève des signatures. La rédaction a respecté unanimement cette consigne syndicale. Unanimement, sauf deux « jaunes ». On ne s'étonnera pas que le premier des deux se nomme Philippe Bouvard. Et encore moins que le second s'appelle Jean Dutourd.

Il est vrai que ce B.o.f. de la littérature, qui — avant de ne plus rêver qu'Académie française — se dit gaulliste « de gauche » et se crut une tête politique malgré une cruelle veste ramassée à Rambouillet, n'a pas enfreint pour rien les règles élémentaires de solidarité. L'article de Dutourd qui en fut l'occasion le méritait bien. Cet « adieu au socialisme suédois, cette malédiction suprême » oscille entre la platitude invérifiée (« la débauche » partout en Suède), le faux bruit le plus usé (« le record mondial des suicides ») et la xénophobie satisfaite (« les gens sont lents dans le Nord »).

Mais, ajoute l'auteur des « Taxis de la Marne », le pire « crime du socialisme suédois, c'est qu'il a supprimé le tragique de la vie », alors que, au moins, « dans le Goulag tout est tragique, mais le tragique est le tissu même de la vie, il lui donne sa grandeur ».

Il en salive, le Dutourd. Ah ! parlez-lui des salles de torture des brigades du Brésil et d'Argentine, des lieux d'interrogatoire de Pinochet, des commissariats spéciaux du chah d'Iran... Là il y a du tragique, au moins ! Grâce au petit jaune de la rue Réaumur, les Français comprendront-ils enfin à quel stade (de civilisation) on pourrait les conduire pour les arracher à leur vilain prosaïsme ?

MENIPPE

Beaubourg SUR UN PLATEAU

Le vieux centre de Paris est décidément un territoire maudit. Après l'affaire des Halles, dont on n'a pas fini d'établir la note, celle du centre Georges-Pompidou qui vient d'être soulevée par les déclarations de Françoise Giroud, fournit un nouvel exemple de l'incohérence à laquelle aboutit l'intervention directe du pouvoir central en matière d'urbanisme dans la capitale.

Aux Halles, les décisions successives et contradictoires de Valéry Giscard d'Estaing, avant 1974, après 1974 et, en dernier lieu, il y a quelques semaines se traduisent par des conséquences financières telles qu'il n'est pas exagéré de parler d'un nouveau scandale et qui justifient en tout cas la demande de commission d'enquête que les groupes socialiste et radical de gauche ont décidé de déposer à l'occasion de la session extraordinaire du Conseil de Paris qui se tient la semaine prochaine.

Pour se présenter différemment, puisqu'elle n'a engagé jusqu'ici que les finances de l'Etat et non celles de la Ville, l'affaire du Centre Beaubourg pose des problèmes du même ordre. Décidée en 1970, la construction du Centre national d'art contemporain voulu par Georges Pompidou et qui doit être inauguré, avec un an de retard, à la fin de cette année, aura coûté au total près de 100 milliards d'anciens francs, soit autant que les fameux abattoirs de La Villette, autre grandiose réalisation du régime gaulliste. Ici du moins une telle dépense pouvait être justifiée s'il s'agissait effectivement de doter Paris, qui en est tristement dépourvu, d'un vaste ensemble « multiculturel » accessible à tous. Quant à l'aspect esthétique de cet énorme construction — dont certains affirment qu'elle ressemble plus à une raffinerie qu'à un musée — c'est un autre débat, celui qui met aux prises en permanence partisans et adversaires de l'architecture moderne mais qui est en l'occurrence secondaire, ne serait-ce que parce que le Centre est près de son achèvement et que personne ne proposera de le détruire.

C'est précisément là qu'on arrive au problème posé par les déclarations de Françoise Giroud et à l'aberration que constitue le fait d'avoir dépensé 100 milliards pour constater brusquement que l'Etat ne pourra pas faire face au budget de fonctionnement de cette ambitieuse réalisation. Ce qui signifie ou bien que ce fonctionnement sera réduit, ce qui enlèvera l'essentiel de sa signification au Centre, ou bien que la Ville de Paris, qui n'a jamais été appelée à dire son mot pendant toute la durée des travaux, sera en définitive invitée, comme c'est le cas pour l'Opéra, a éponger le déficit avec les deniers des contribuables parisiens. Au lieu d'affirmer que le fonctionnement du Centre Beaubourg sera une « lourde charge » dans le budget des Affaires culturelles, Françoise Giroud aurait été mieux inspirée en dénonçant la maigreur de ce budget qui ne dépasse guère 0,50 % du budget total de l'Etat.

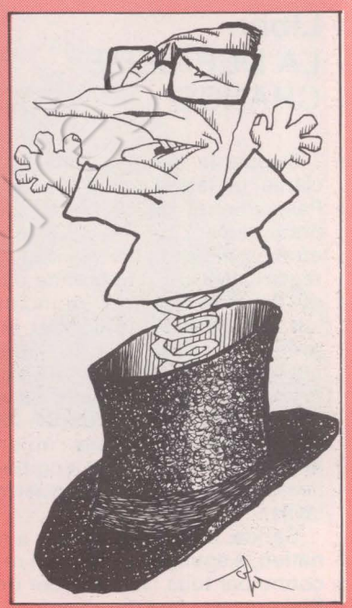
On ne peut enfin ignorer l'aspect encore plus directement politique de cette affaire : ce n'est évidemment pas une simple coïncidence si elle éclate quelques semaines seulement après le départ de Jacques Chirac qui, se considérant comme l'héritier spirituel de Georges Pompidou, s'intéressait de très près à la construction du Centre Beaubourg. La mise en cause de celui-ci fait très probablement partie des règlements de compte entre les clans de la majorité dont on peut voir un autre aspect dans la multiplication des candidatures à la future mairie de Paris. Règlements de compte dont on commence à avoir l'habitude mais qui finissent par coûter cher.

C.E.

L'ELECTION DE CORREZE

Dès samedi, jour de la rentrée parlementaire, le suppléant de Jacques Chirac à l'Assemblée nationale annoncera sa démission, ce qui doit entraîner, vers la mi-novembre, une élection partielle dans la circonscription d'Ussel à la faveur de laquelle l'ancien Premier ministre compte faire sa rentrée au Palais-Bourbon.

A l'occasion de cette élection, les radicaux de gauche avaient suggéré que les trois partis du programme commun présentent un candidat unique, ce qui ne s'est jamais pratiqué jusqu'ici. Le P.C.F. a d'ailleurs refusé cette proposition en faisant observer qu'en tout état de cause, compte tenu des résultats de 1973, l'éventuel candidat commun devrait être un communiste.



3 OCTOBRE
Organisée par la
Fédération du Val-de-Marne
FETE DU P.S.
à Limeil-Brévannes

▶ Avec pour la partie artistique :
Stéphane Reggiani, Maurice Fanon et le groupe Expression contemporaine.

▶ Débat politique avec Jean Poperen, Didier Motchane et Christian Pierre.

Buffet campagnard, buvette, stands...

Organisée par la
Fédération du Maine-et-Loire
FETE DU P.S.
à Angers

▶ Avec pour la partie spectacles Mouloudji, Paul Meslet et Los Gringos.

▶ Allocution politique de Michel Rocard.

Organisée par la Fédération de Belfort

FETE DU P.S.
avec Claude Estier

changer la vie politique internationale

Liban
LA DERNIERE CHANCE

Depuis le cessez-le-feu proclamé unilatéralement par les Palestiniens, les combats ont pratiquement cessé à Beyrouth, où ne sévissent plus que des tireurs isolés. Tout le monde paraît en effet d'accord au moins sur la nécessité de donner au président Elias Sarkis une chance au départ. Le nouveau Président représente en effet la continuité d'une légalité et d'une unité libanaises qu'on avait crues totalement englouties dans les excès de la guerre civile.

Sarkis, dans un message à la nation, a souligné un besoin reconnu par tous : il faut créer un Etat nouveau tant dans ses institutions que dans ses structures économiques. Et c'est bien là que les difficultés commencent, puisque, pour aboutir, il faudra concilier les thèses des Phalanges et des islamo-progressistes, qui ont les uns et les autres montré qu'ils attendaient plus du verdict des armes que des fruits de la négociation. D'autre part, les « relations spéciales » reconnues par le président Sarkis comme la justification de la présence syrienne vont peser sur les futures négociations. L'habileté de Sarkis aura peut-être été d'avoir lié la poursuite de cette présence avec l'existence d'une autorité constitutionnelle libanaise capable de prendre ses responsabilités.

Une part importante de la solution à la crise libanaise passe en effet par là. Le Liban est en anarchie, ce qui permet à la fois tout et rien. Un pouvoir central accepté peut constituer un des ferments de l'unité nationale et empêcher que la partition de fait devienne une partition de droit. Tâche difficile car, dans l'état actuel des choses, le nouveau Président paraît n'avoir d'autre appui sûr que celui que lui apporte l'armée syrienne. Et d'autre consensus sans réserve que celui que lui apportent la plupart des nations arabes. Pour le reste, il lui faut, à partir d'un pays ravagé par les passions, tirer le meilleur profit de la seule crainte qui paraisse encore influencer les adversaires en présence : celle de la disparition pure et simple du Liban.

Iran
DE BONNES LECTURE POUR LE PRESIDENT

Lundi, Valéry Giscard d'Estaing partira pour l'Iran. Durant 4 jours, il rencontra le chah, parlera économie et politique. Et dans un discours ne manquera pas de faire l'éloge de la « civilité persane ».

Pour savoir ce que signifie, sous le pouvoir du chah, la « civilité persane », il suffit d'une brochure éditée par le Comité suisse de défense des prisonniers politiques iraniens. Ecrite par Reza Baraheri, professeur et écrivain, elle montre la vie de tous les jours des prisonniers iraniens.

De son arrestation pour un article paru après avoir été lu par la censure, à sa libération obtenue par la pression internationale, il y a 102 jours de coups, de tortures, d'atrocités. On ne résume pas de telles pages. Mais on peut souhaiter que le président de la République lise ce témoignage ou n'importe quel autre — par exemple ceux d'obscurs démocrates paru dans le n° 191 de « l'Unité » — avant de féliciter le chah pour sa politique.

Etats-Unis
D'ABORD SECURISER

La campagne électorale américaine a franchi un nouveau point fort avec une confrontation télévisée Ford-Carter sur laquelle la généralité des commentaires n'a pas été tendre. Les deux hommes ont paru médiocres et peu au niveau de l'importance des responsabilités américaines. Le combat s'est terminé par un résultat aux points, les uns accordant le nul, les autres un léger avantage au tenant du titre.



En réalité, l'incertitude du résultat est la préoccupation majeure de la plupart des commentateurs. Tous les sondages donnent Jimmy Carter gagnant mais, pour une fois, personne ne paraît vouloir croire aux sondages. Le fait est suffisamment exceptionnel pour sembler curieux. Il prouve en tout cas qu'après la terrible crise politique traversée par les Etats-Unis avec la liquidation de l'équipe Nixon-Agnew, chacun se demande si la plus grande puissance du monde a vraiment retrouvé son équilibre.



De ce point de vue, l'essentiel ne tient plus dans les qualités des deux candidats, mais dans l'image sécurisante qu'ils peuvent donner. Et le grand handicap de Gerald Ford est d'appartenir au Parti républicain. Celui de Nixon et d'Agnew...

Rhodésie
WAIT AND SEE

Le gouvernement rhodésien « blanc » a donc finalement accepté le plan Kissinger qu'ont refusé les cinq Etats noirs qui entourent la Rhodésie. Quant au secrétaire d'Etat américain, il est pour le moment essentiellement préoccupé à mettre en place la structure juridique capable de permettre la négociation entre Noirs et Blancs rhodésiens. L'indépendance rhodésienne, décidée par le gouvernement Ian Smith, n'ayant été reconnue par personne, Henry Kissinger demande aux Britanniques, qui doivent selon lui considérer la Rhodésie comme une colonie, de prendre l'initiative de réunir une conférence.

Cadeau empoisonné pour le gouvernement Callaghan qui, comme ses prédécesseurs, a fait de la navigation à vue dans cette affaire, espérant sans doute que tôt ou tard la communauté internationale trouverait une solution à sa place. Le refus des Etats noirs soulage donc Londres, qui avait subordonné son intervention à la réponse des Rhodésiens blancs et des nationalistes noirs.

Ces derniers ont intérêt à attendre. Malgré quelques réserves, Ian Smith a bien cédé sur l'essentiel, c'est-à-dire la remise du pouvoir aux Noirs. Mais auxquels ? L'Afrique australe n'est pas seulement divisée par l'antagonisme racial, mais encore par les divergences entre les nationalismes, divergences identiques à celles qui troublent le tiers monde tout entier. Décolonisation nationale ou décolonisation sociale ? La question se pose là comme ailleurs.





Economie

LE «MODELL DEUTSCHLAND»

Fondation Jean-Jaurès

« L'Allemagne, c'est un modèle ». Ce slogan éclate sur les affiches électorales où Helmut Schmidt, coiffé d'une casquette marine, rappelle qu'il a su gouverner la barque allemande à travers les eaux troublées de l'économie mondiale. Car la « crise » se résume, en R.f.a., à quelques données simples : un des niveaux de vie les plus hauts du monde, un taux d'inflation parmi les plus bas, un système social « sûr », une monnaie exemplaire. Certes il y a le chômage. Mais, prudemment, on en parle peu.

L'économie allemande serait-elle donc exemplaire ? A-t-on trouvé Outre-Rhin le secret d'une politique plus efficace, le moyen d'obtenir un consensus social étonnant ? Faut-il aller y prendre quelques leçons ? Mais, tout d'abord : quelle est la réalité de cette économie et quels sont ses mythes ?

Au premier regard, la situation économique de l'Allemagne fédérale paraît bonne. Les « indicateurs » le prouvent. Depuis un an, la production industrielle a augmenté de 12 % et le taux de croissance du produit national brut sera, pour 1976, de plus de 6 %. L'inflation est maîtrisée : en juin et juillet, les prix ont baissé et, sur un an, l'indice du coût de la vie n'a augmenté que de 4,1 %. Le deutschmark fait figure de monnaie de réserve et le taux de chômage qui était de 5,2 % en mars 1976 est descendu à 4 % en juin.

Voilà pour la vitrine. Pourtant, bien au-delà des clignotants, les responsables de l'économie allemande ont quelque raison d'inquiétude. Car depuis plusieurs mois ce rétablissement n'est plus stimulé que par la demande étrangère. Et, à considérer le volume des commandes — c'est-à-dire la production de demain — l'avenir de l'économie de la République fédérale est nettement moins rose. En mars 1976, par exemple, le volume des commandes était supérieur de 27,3 % à celui de mars 1975. Et l'équilibre entre commande intérieure et extérieure était bon : 27,4 %, 27,3 %. Trois mois plus tard, en juin, le volume des commandes était inférieur de 6,1 % à celui de l'année précédente. Mais surtout cette chute était due à « l'espace économique intérieur », les commandes en provenance de l'étranger ayant continué à croître (plus 31,7 %).

Or la reprise de 1975 s'était faite à partir de la consommation intérieure. D'où une première interrogation : si le commerce international ne croît pas plus que prévu, le mouvement actuel pourra-t-il se poursuivre ? Car il implique que les autres pays, et en particulier les principaux partenaires commerciaux de la R.f.a. — dont la France — connaissent une reprise certaine. Ce qui est loin d'être évident. Et si la reprise extérieure n'a pas lieu, que va-t-il se passer ? Deuxième question : le chômage. La permanence de ce dernier peut en partie expliquer la chute des commandes intérieures. Certes, pour la première fois depuis le début de la crise, il vient de diminuer. Par exemple, le chômage partiel s'est réduit d'un tiers. Mais, ces derniers mois, l'amélioration a tendance à se tarir. Or, si le volume total des commandes baisse, il est évident que d'ici à quelques →

LE S.P.D. EN CAMPAGNE

Helmut Schmidt, vice-président du Parti social-démocrate allemand, restera-t-il le Chancelier de la première puissance économique européenne ? Les Allemands, dans leur majorité, le souhaiteraient plutôt, même si Schmidt n'a pas la popularité de Willy Brandt, président du S.p.d. Pourtant, les jeux ne sont pas faits. Prenant l'initiative, le parti des chrétiens démocrates, la C.d.u., a mené la campagne électorale pratiquement seul, jusqu'au début du mois de septembre. Dès le début de l'été, il s'est lancé dans de violentes attaques contre le S.p.d. La diffamation, les mensonges et les attaques personnelles ont fleuri pour appuyer des slogans tels que « La liberté au lieu du socialisme ». La sécurité des personnes, la lutte contre le terrorisme anarchiste, l'obsession de front populaire en Europe, et la nécessité de durcir la politique à l'Est, notamment envers la République démocratique allemande, tels ont été les principaux thèmes de campagne de la C.d.u. Si l'on ajoute le chômage et l'inflation, elle n'avait pas grand-chose de plus à reprocher au gouvernement sortant. En effet, bien que le S.p.d. soit fort de près d'un million de membres, et bien qu'elle ait pu compter sur le soutien du puissant syndicat D.g.b., riche de plus de 7 millions d'adhérents, la coalition du S.p.d. et des libéraux du petit parti F.d.p. a mené depuis 1972 une timide politique de réformes dans un esprit social réel, mais mesuré.

Sans doute le S.p.d., s'il n'aime pas trop parler de socialisme, se targue-t-il volontiers de son esprit social. Mais tout cela reste inscrit dans le cadre d'une saine gestion capitaliste. Ce qui rend la C.d.u. d'autant plus agressive qu'elle n'a, finalement, pas de solution de rechange politique à y opposer. En considérant Schmidt et son rival de la C.d.u., Helmut Kohl, des observateurs français pourraient donc être tentés de reprendre la formule « blanc bonnet et bonnet blanc ». Ce serait une erreur. Sans doute la politique de Schmidt n'a-t-elle pas grand rapport avec celle que prône le P.s. pour notre pays. Mais il faut bien voir que derrière Kohl, ce pâle candidat provincial, souvent comparé ici à Gerald Ford pour ses peu brillantes qualités intellectuelles, se cachent d'inquiétants personnages d'extrême droite, comme Franz-Josef Strauss et Alfred Dregger. Ils ont donné le ton à la campagne de la C.d.u. et il ne fait pas de doute qu'en cas de victoire, Kohl serait rapidement une marionnette entre leurs mains. Si ce n'est déjà le cas...

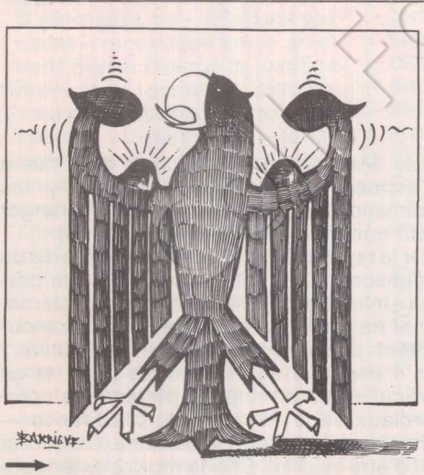
Longtemps dominé pendant cette campagne, le S.p.d. s'est ressaisi au début de septembre. Il a su adapter ses slogans, modifier ses thèmes et trouver à son tour un ton offensif mais sur le terrain même choisi par la C.d.u. : « Liberté par le socialisme », « Voter pour la paix », « Le meilleur doit rester » (c'est-à-dire Schmidt) et « Modell Deutschland ».

Sur les routes, dans les villages et dans les villes, des milliers de panneaux spéciaux sont couverts d'immenses affiches en couleur. A la grande stupéfaction des Français, l'affichage sauvage semble pratiquement inexistant. Dans cette campagne très personnalisée, les portraits de Schmidt et de Kohl en particulier sont omniprésents. Les ballons, les badges, les autocollants, les brochures, les journaux, les tracts, les meetings avec orchestre de jazz et de rock and roll, les voitures équipées d'une sono, la location de tramways spéciaux pour sillonner les villes, les stands autour desquels on débat tout en distribuant une multitude de gadgets, les publicités en couleur dans les magazines, tout concourt ici à faire de cette campagne une campagne « à l'américaine ». Il en coûtera d'ailleurs environ 55 millions de marks au S.p.d. et près du double à la C.d.u., mieux vue du patronat. Soit en tout, en n'oubliant pas le F.d.p. ni les marginaux communistes du D.k.p. et ceux du N.p.d. néo-



nazi, près de 400 millions de francs. Ce chiffre énorme a de quoi choquer. Mais, comme d'habitude, les partis n'ont pas pu se mettre d'accord pour limiter les frais de campagne.

La débauche de gadgets vise tous les publics, y compris les enfants. Elle n'a cependant pas permis de creuser un écart entre les adversaires en présence. Aussi, dans les derniers jours, avant même le grand duel télévisé qui devait permettre jeudi soir la confrontation des leaders,



mois le taux de l'emploi baissera lui aussi. D'autant que les employeurs peuvent facilement augmenter la production sans embauche. Le porte-parole d'un des grands trusts électroniques vient en effet de déclarer : « Nous pouvons, sans aucune difficulté, accroître la production de 15 % tout en maintenant le niveau actuel de l'emploi. » Mieux : une étude d'un des grands instituts de conjoncture admet qu'il est possible d'augmenter la production de 7,5 % tout en diminuant de 1,5 % le nombre des emplois. Question : que se passera-t-il si les commandes extérieures restent au niveau actuel ou baissent un tant soit peu ? Réponse : le chômage repartira en flèche, tirant la production « intérieure » vers le bas et provoquant une nouvelle accélération du chômage.

Mais avant même d'en arriver là, accroître la production sans augmenter le nombre de salariés, cela implique d'augmenter la productivité, c'est-à-dire intensifier le travail et exploiter davantage ceux qui travaillent. Pour les patrons, cela signifie une compétitivité accrue sur les marchés extérieurs par une réduction des coûts unitaires. Si au premier semestre 1975 ces coûts étaient supérieurs de 10 % à ceux de 1974, en 1976 la hausse n'était plus que de 5,5 %. Cela au moment où le nombre de chômeurs s'est stabilisé autour du million. Ce qui n'a pas semblé inquiéter outre mesure le patronat. Conclusion officielle : « L'inquiétude au sujet de l'emploi, qui contribue à la récession, semble être surmontée. A ce propos, un facteur psychologique important est, parallèlement, l'accoutumance à un chiffre de chômage élevé. »

Cette « accoutumance », on la trouve aussi bien dans le « Modell Deutschland » qu'ailleurs... Tout comme l'on retrouve la même « structure » du chômage : les femmes frappées plus lourdement que les hommes, les ouvriers plus que les employés, les étrangers plus que les nationaux. Et 23 % des chômeurs se sont « accoutumés » à vivre sans prestations, ayant parcouru le temps durant lequel ils étaient secourus sans avoir trouvé de nouvel emploi. Pour ceux qui travaillent, la crise a aussi laissé des traces. Malgré l'augmentation de la productivité, les salaires suivent à peine le taux d'inflation. En clair, la croissance du revenu est pratiquement nulle.

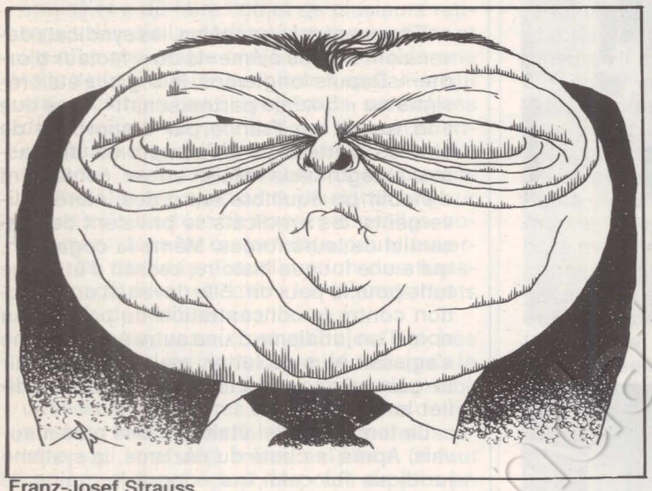
Mais la conjonction d'une haute productivité, d'une faible hausse des salaires, d'une augmentation modérée des prix, de la paix sociale a un attrait particulier pour les capitaux. Conséquence : la monnaie se renforce. Cela a permis à l'Allemagne fédérale d'acheter une quantité plus grande de marchandises pour une même dépense. Et la croissance dé la productivité du travail venant compenser la hausse de la monnaie, la compétitivité des produits made in R.f.a. n'a pas diminué sur les marchés internationaux. Si de fin 1971 au début 1976 la valeur du mark a augmenté de 19 %, les prix de gros industriels ont baissé de 15 %. La balance est presque égale. Mieux : compte tenu de la croissance des



Tramway électoral à Francfort.

Heidi Wieczorek-Zeul, présidente des Jusos.





Franz-Josef Strauss.



Helmut Kohl.

la C.d.u. a-t-elle un peu modifié sa tactique. Face à un S.p.d. qui présentait surtout son bilan, mais proposait tout de même un programme général, elle a modéré son ton pour essayer d'atteindre les indécis qu'elle aurait pu inquiéter. Mais sans grand succès, semble-t-il...

De son côté, le puissant mouvement des Jusos, ces sociaux-démocrates de moins de 35 ans qui forment l'aile gauche du S.p.d., a limité ses critiques envers Schmidt. Tout en soutenant un programme nettement plus radical que celui du S.p.d., les Jusos ont participé à la mobilisation générale de leur parti en vue du maintien de son vice-président à la Chancellerie.

Aussi, si l'on constate que les élections suédoises n'ont finalement pas eu d'impact ici, serait-on tenté de donner en cette fin de campagne un avantage à la majorité sortante. Mais il faudra tout de même attendre dimanche soir pour être certain que le S.p.d. et le F.d.p. retrouveront plus des 248 sièges qui assurent la majorité au Bundestag.

JEAN-LOUP REVERIER

coûts chez les concurrents, elle penche au bénéfice de la République fédérale. Voilà pourquoi on déclare urbi et orbi que « la R.f.a. est sortie de la crise ». Pour les possesseurs de capitaux, c'est évident.

Mais rien de cela n'explique pourquoi ce pays, détruit, ruiné, écartelé en 1945, se retrouve 30 ans plus tard la première puissance économique d'Europe. Quand, où, comment, pourquoi y a-t-il eu un « miracle » ? Et d'abord, y a-t-il eu miracle ? On a souvent dit qu'en 1948 le plan Marshall — une aide de 13 milliards de dollars de l'époque — avait été le détonateur. Mais pour faire détoner quoi ?

Sous le parapluie américain

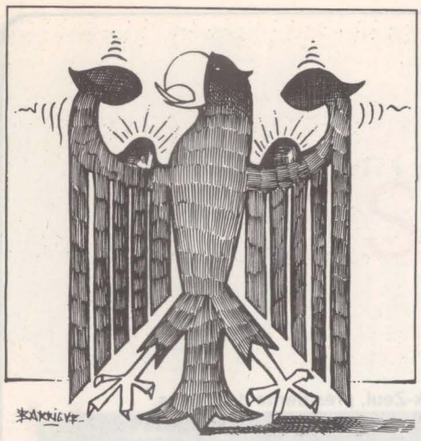
1945. La désolation qui pèse sur l'Allemagne n'est pas équilibrée : si 20 % seulement des logements sont intacts, l'industrie a sauvé 80 à 85 % de ses installations. La structure de production était en place et la demande potentielle énorme. Il suffisait, pour que la « demande » se fasse, d'une réforme monétaire et d'une injection de liquidité. L'accumulation du capital pouvait alors se déployer. En 1948, cela se fit. L'indice de la masse des profits qui était de 23 en juin 1948 passe à 187 en septembre de la même année, à 299 en septembre 1949 et à 386 un an plus tard. L'expansion des forces productives, le « parapluie » américain allaient permettre dès lors à la bourgeoisie de conserver sa position hégémonique dans la société allemande.

Lors de la chute du nazisme, la volonté populaire de bâtir une démocratie, puis le socialisme, de découper et de nationaliser les grands trusts et de « dénazifier » la société était évidente. Les leaders politiques et les syndicalistes qui sortaient des camps ou rentraient d'exil exprimaient des exigences plus précises que celles de leurs homologues de France ou d'Italie, par exemple. Même la C.d.u. — aujourd'hui l'un des partis les plus conservateurs d'Europe — avait fait campagne en 1946 avec le slogan suivant : « Nous sommes à un tournant historique. L'époque bourgeoisie-capitalisme est terminée, l'avenir appartient au socialisme ».

Cela, c'était la surface. Mais la classe « condamnée » se portait bien. L'épuration ne touchait que les responsables politiques. La protection américaine était suffisante pour éviter les bavures. Le général Clay ayant trouvé pour limiter la dénazification un argument de poids : « Si l'on juge quelqu'un parce qu'il a fait de l'argent sous Hitler, on exclut tout talent et succès ».

La restructuration du système, dès lors, devenait impossible. Ayant conservé sa puissance économique, protégée des aléas politiques, la grande bourgeoisie put attirer à elle la petite bourgeoisie et forger une idéologie adaptée aux conditions de l'heure. Ce fut « l'économie sociale de marché ». Les besoins du pays étaient tels que chacun, avec un minimum « d'esprit d'entreprise », pouvait croire en sa chance. Le « miracle » se limitait à cela. Et Alfred Müller-Armack, père spirituel de la nouvelle idéologie, pouvait écrire : « L'extension du marché devrait permettre d'augmenter de façon sensible la masse à redistribuer. Cela n'autorise donc pas à adopter une position hostile envers la concurrence qui favorise la croissance ». Les faits semblaient lui donner raison : la croissance économique — ce que l'on a appelé le miracle allemand — était réelle. Le revenu mensuel des salariés augmentait, le chômage diminuait. C'était l'époque où, selon un économiste allemand, « la question de la propriété a perdu sa force explosive. Le droit au revenu social est une sorte de propriété de remplacement. Le fait que, sous l'effet du progrès économique, les revenus

→



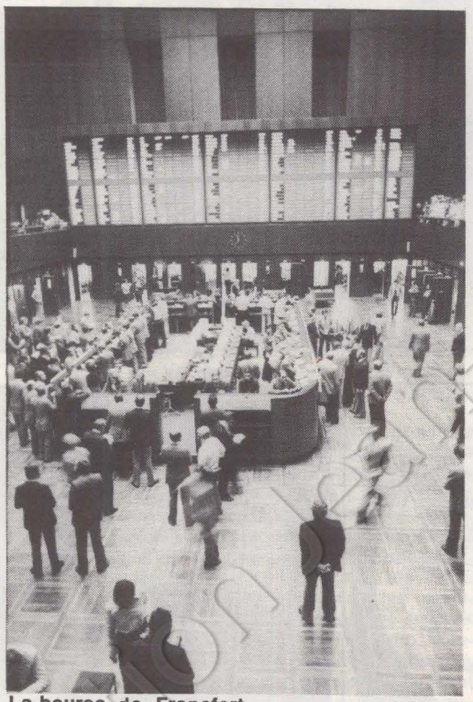
réels qui avaient été multipliés par trois de 1860 au début des années 50, ont connu la même croissance au cours des 22 dernières années, rend absurde la théorie de Marx selon laquelle il est impossible à l'ouvrier de faire des économies ». Passons sur la vision donnée du marxisme. Le fait n'en demeure pas moins qu'avec l'expansion, l'idéologie de la bourgeoisie, « l'idéologie sociale de marché », devenait une force déterminante qui, peu à peu, s'intégrait à la conscience collective.

Le S.p.d. et Bad Godesberg

Dans le même temps, le S.p.d. perdait élection après élection, les syndicats voyaient le nombre de leurs adhérents fondre. Jusqu'en 1959 où, au congrès de Bad Godesberg, le S.p.d. « choisit » d'abandonner son « utopie » et d'accorder son action à l'idéologie dominante. C'était l'échec d'un projet politique mais, en même temps, la démarche nécessaire pour accéder au pouvoir. Il n'allait plus s'agir désormais de réforme de structures anticapitalistes, mais d'un « pacte de croissance ».

Jusqu'en 1967, l'expansion économique se poursuit. Pas dénuée de heurts ou de grincements, mais sans jamais ouvrir de crise majeure. La main-d'œuvre se raréfiant, on fit appel aux travailleurs immigrés, mais surtout on rationalisa. Pourtant, à partir de 1960, la productivité augmentait de moins en moins vite, ce qui entraînait une diminution de la rentabilité du capital fixe. Marx attendait ceux qui avaient annoncé sa « mort » : la baisse du taux de profit était là, avec les problèmes qu'elle entraîne. Pourtant, l'industrie allemande avait reçu un véritable ballon d'oxygène : à peine la reconstruction terminée, voici que le Marché commun se profilait et que le Kennedy Round ouvrait un champ immense aux exportations. Entre 1960 et 1966, celles-ci augmentaient de 76 %...

Pourtant, les contradictions existant entre l'expansion, la demande de capitaux qu'elle nécessite et la baisse du taux de profit allait aboutir à une première crise. Qui ne pouvait pas être seulement économique. La C.d.u. C.s.u., qui avait gouverné la République fédérale depuis ses origines, allait devoir partager le pouvoir. Avec le Parti social-démocrate, dans ce que l'on a appelé la « grande coalition ». Mais un S.p.d. bien différent de celui de l'après-guerre. Karl Schiller devenu ministre de l'Economie, avait tout oublié des nationalisations et de la planification. Son objectif était différent : établir l'équilibre du « carré magique » entre les prix, l'emploi, le commerce extérieur et une croissance satisfaisante.



La bourse de Francfort.



L'usine Volkswagen à Wolfsburg.

Pour cela, l'Etat va utiliser tous les moyens fiscaux et monétaires dont il dispose, mais surtout va pousser à « une concertation des partenaires sociaux ». La bourgeoisie, pour sauver l'essentiel — son pouvoir économique — admettait que celui-ci fût parfois limité. Mais en sachant que ce jeu n'était pas dangereux. Schiller, qui voulait « défendre l'économie de marché avec dents et griffes », chercha à anesthésier les forces contradictoires qui avaient amené la récession. Un vaste programme de dépenses d'Etat fut élaboré, des subventions accordées à l'industrie et un moratoire signé avec les syndicats auxquels fut promis, pour après la crise, « la symétrie sociale ».

Un syndicat « facteur d'ordre »

En acceptant ce schéma, les syndicats devenaient un des éléments du « facteur d'ordre ». Depuis longtemps, le D.g.b. s'était résigné au « Soziale partnerschaft» — ce que l'on traduit en France par compromis de classes. Certes, qui dit compromis dit classes antagonistes. Mais, en se contentant d'établir un équilibre entre des intérêts divergents, les syndicats se privaient de l'essentiel de leurs forces. Même la cogestion, qui a une longue histoire, cessait d'être une lutte pour le pouvoir. Elle devenait une réaction contre la concentration du pouvoir au nom d'un juridisme d'une autre époque. Il ne s'agissait plus de lutter, mais de maintenir un gain par rapport à la loi. Ou de faire modifier la loi.

Le terrain choisi était l'un des plus mauvais. Après la chute du nazisme, le système juridique fut celui qui connut le moins de modifications. Oublié — mais cet oubli est significatif —, l'arsenal juridique allait encore restreindre le champ d'action des syndicats. L'existence juridique d'un « lien de fidélité » entre travailleurs et patrons, héritage de la période nazie, allait freiner tout mouvement revendicatif. Avec la carotte de la « symétrie sociale », le bâton était là, toujours prêt à servir.

Les mesures prises par Schiller allaient porter leurs fruits : dans un premier temps, les profits remontaient. La « rationalisation » battait son plein dans les entreprises. Ce qui provoqua un véritable boom des investissements d'équipement. La structure productive se modifiait, devenant plus efficace, elle nécessitait moins de salariés. Les licenciements pointaient à l'horizon. Et comme la masse des investissements croissait plus vite que celle des profits, le taux de ceux-ci baissait à nouveau. La seule réponse à ce phénomène était l'inflation. En 1972, Schiller déclarait qu'il valait mieux avoir 5 % d'inflation que 5 % de chômeurs. En 1975, il y avait les deux. La mécanique keynésienne mise en place n'avait pas pu endiguer le mouvement.

Le financier de l'Europe

Restait la dernière carte, le rapport mark-dollar. Durant de longues années, le déve-

POUR UN FRONT DE CLASSE A L'ECOLE

PAR LOUIS MEXANDEAU

Le ministre de l'Education avait annoncé une rentrée calme, sans problème. La presse de droite a tenté pendant la semaine de la rentrée de développer ces thèmes en présentant le bon René Haby, technicien de bonne volonté, qui — comme son maître de Matignon — « ne fait pas de politique », et qui a réussi à régler les gros problèmes. Et pourtant, la campagne que nous avons lancée en présentant un ensemble de mesures immédiates pour que cette rentrée puisse s'effectuer dans des conditions décentes, a connu dans la presse écrite et radio-télévisée et dans le pays un retentissement qui nous a surpris. Le matériel national que nous avions édité a vite été épuisé et a dû faire l'objet de plusieurs retirages. Jamais les fédérations, les sections et les élus socialistes n'avaient manifesté une telle activité sur les problèmes scolaires qui étaient, il n'y a pas si longtemps, considérés dans le Parti comme l'affaire des seuls enseignants. Les militants socialistes sont intervenus avec les associations de parents d'élèves et les syndicats enseignants pour obtenir l'ouverture de classes nouvelles, notamment dans les maternelles, pour l'ouverture de cantines, l'amélioration des transports scolaires, et contre les licenciements massifs de maîtres-auxiliaires.

Le fait nouveau, c'est qu'ils ont été très écoutés ; les réunions organisées depuis la rentrée le montrent. La réforme Haby contient des mesures administratives de reprise en main autoritaire de l'appareil scolaire, qui sont déjà mises en place. (Il faut souligner, à cet égard, le poids de plus en plus fort des préoccupations politiques et électorales du Pouvoir dans le fonctionnement de l'Education nationale). Elle contient des promesses concernant la gratuité et le soutien pédagogique, qui coûtent cher, et dont on reporte prudemment l'application en 1977 et au-delà. En réalité, le sort de la réforme Haby est déjà réglé par le plan Barre, qui a « oublié » l'Education, dont le budget régresse si l'on décompte les 3 millions de francs de pensions habilement transférés du budget des charges communes de l'Etat à celui de l'Education, pour assurer une augmentation du budget de 12 %.

La situation risque d'être critique également dans l'enseignement supérieur. Les socialistes ont déjà, réagi contre les mesures d'austérité qui frappent les I.u.t. — « l'Unité » y reviendra — auxquels on veut faire porter la responsabilité des erreurs de gestion d'Alice Saunier-Seïté et de ses prédécesseurs. Aujourd'hui, les universités sont attaquées sur deux fronts : une réduction autoritaire des moyens et des opérations de démantèlement remettant en cause la loi d'orientation — aujourd'hui à Amiens et à Nanterre, demain à Caen et sans doute ailleurs. Il ne s'agit plus là seulement de s'opposer à une politique conservatrice, mais de préserver l'existence même du service public des universités jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Les prises de position publiques de deux hauts fonctionnaires, Jean-Louis Quermonne — qui a pourtant longtemps collaboré avec le secrétaire d'Etat et vient de renoncer à son poste de directeur de l'enseignement supérieur — et André Casadevall — qui vient de démissionner du rectorat de l'académie de Créteil — contre Alice Saunier-Seïté constituent des faits sans précédent qui illustrent l'inquiétude de beaucoup d'universitaires.

Le P.S. prendra prochainement des initiatives pour affirmer l'identité et la présence des socialistes dans ce secteur. Parallèlement, des actions unitaires à la base seront proposées à ses partenaires de l'union de la gauche, conformément à la ligne politique définie par François Mitterrand, « faire avancer du même pas le développement du Parti socialiste et celui de l'union de la gauche ».

La dynamique qui est en train de se créer autour du Parti socialiste dans l'Education nationale fait peser sur tous ses militants, instituteurs, enseignants du second degré, universitaires, personnels non enseignants, parents d'élèves et étudiants, une lourde responsabilité. C'est de la capacité du Parti socialiste à dépasser les contradictions et oppositions du milieu enseignant autour d'axes politiques mobilisateurs, et à prendre en compte les aspirations des usagers de l'école, à réaliser en quelque sorte un front de classe et non pas une coalition de mécontents sur les problèmes scolaires, que dépendra la possibilité pour la gauche tout entière de reprendre l'initiative à la droite sur ce terrain.

Le climat dans lequel a commencé dans les sections la discussion des axes politiques et des priorités de l'avant-projet de « Plan socialiste pour l'Education nationale » semble prouver que les militants ont conscience de l'importance de l'enjeu et sont prêts à réaliser l'unité du Parti sur une politique éducative, affirmant à la fois l'originalité du courant socialiste ouvert à toutes les expériences pédagogiques et attentif à toutes les initiatives, et capable d'effectuer des choix pour gouverner demain.

La mise en œuvre d'une transformation profonde du système éducatif ne se fera pas uniquement par le vote d'une loi, parce qu'elle sera d'abord un problème de pouvoir. Cela signifie, concrètement, que les socialistes qui disposent d'une large audience dans le milieu scolaire doivent dès aujourd'hui travailler à y répandre, parmi le personnel, les idées du Parti, avec les structures appropriées.

Le Parti socialiste qui est, on l'a souvent dit, à l'image de la nation, réunit en son sein tous les éléments pour réaliser le consensus qui permettra à la gauche de faire une avancée décisive sur le terrain scolaire qui aura des conséquences positives au-delà du Parti lui-même. C'est une occasion à saisir maintenant ou jamais.

LOUIS MEXANDEAU

loppement allemand s'était fait sous le parapluie américain. L'industrie avait récupéré les avancées technologiques des Etats-Unis sans avoir à investir dans la recherche. Et comme le mark était sous-évalué par rapport au dollar, donc au reste du monde, les Américains pouvaient investir à bon compte en R.f.a. et l'industrie allemande se tailler une place de première importance dans le commerce international. Une fois cet empire assuré, jouant à la fois sur la rationalisation — donc l'exploitation accrue — et sur la réévaluation de sa monnaie, la République fédérale pu maintenir son taux de croissance et devenir le « financier de l'Europe ». On comprend pourquoi, dans ces conditions, le gouvernement de Bonn est un farouche partisan de l'économie de marché...

Mais l'essentiel — la baisse du taux de profit — n'étant pas réglé au mieux des intérêts du patronat, la tentation du grand large n'allait pas tarder à se faire sentir. Recherchant des branches et des localisations « rentables », le patronat choisit les « terres lointaines ». Depuis 1970, la croissance des investissements allemands à l'étranger est plus forte que celle des investissements intérieurs. N'ayant pas pu résoudre la quadrature du cercle, le gouvernement, tout en restant fidèle à la politique du marché, tente donc actuellement d'agir sur les investissements. Mais ce n'est, comme toujours, que la tentative de rétablir, après coup, un équilibre.

C'est qu'en se soumettant aux lois du système on perd tout moyen d'action efficace. Et surtout celui de museler les forces sociales qui utilisent à leur profit les « lois du marché ». On peut simplement utiliser au mieux la conjoncture.

On voit que le « Modell Deutschland » n'est pas, loin de là, une réponse à la question clé des pays où le « capitalisme avancé » règne en maître. Si les différentes coalitions ou les différents gouvernements ont su utiliser la conjoncture, ils n'ont pas cherché à remplacer la logique du profit par une autre logique. Mystifiés en même temps que mystificateurs, ils ont empêché que, des classes sociales qui y auraient trouvé intérêt, surgissent la volonté et les moyens de contrôle nécessaires pour dominer l'évolution des processus sociaux. La réponse à cette question se trouve ailleurs. L'illusion dure pourtant encore. Certes la R.f.a. a une belle vitrine à présenter à l'ensemble du monde occidental. La « crise » y est moins forte qu'ailleurs. C'est beaucoup. Mais ce n'est pas tout.

STEFAN COLLIGNON

Nos lecteurs ont la parole

A PROPOS DE PUBLICITE

Nous avons pris connaissance avec intérêt de l'article paru dans l'Unité n° 216 : « Surrégénérateur et publicité »

Cette réponse aux lettres, dont la nôtre du 31 juillet, traduisant l'émotion de nombreux militants à la suite de la parution du communiqué publicitaire de l'E.d.f. dans le n° 215, ne nous satisfait pas pleinement. Nous comprenons la difficulté des problèmes financiers que vous avez à résoudre et l'aide qu'apporte la publicité pour les résoudre. Nous pensons toutefois qu'il n'est pas possible d'établir une cloison étanche entre le domaine de la publicité et l'orientation du journal. A la limite « l'Unité » pourrait passer des publicités sur, par exemple, la bombe atomique, ce qui paraîtrait tout de même un peu gros.

Tout cela dit sans esprit de polémique et en souhaitant à « l'Unité » tout l'essor qu'elle mérite.

Pierre GAILLARD
69 TASSIN

● **Que notre correspondant se rassure, nous ne songeons nullement à passer de la publicité pour la bombe atomique. Nous ne voyons d'ailleurs pas très bien qui nous en proposerait !**

L'IMPOT EN SUEDE

Après la (courte) défaite du P.s. suédois, il est bon d'insister sur un point qui n'a guère été évoqué.

Quand on parle avec des Suédois, en général on remarque qu'ils ont tendance à considérer leur niveau de vie et leurs avantages sociaux, pourtant insoupçonnables en France, comme normaux et allant de soi. Par contre, ils déplorent la forte ponction fiscale même si, cette ponction étant faite, ce qui reste, en particulier aux ouvriers et employés, est bien supérieur au revenu des travailleurs français avant l'impôt. Je pense donc que si ce prélèvement fiscal direct avait lieu sous une forme plus indirecte ou par un système de prélèvement à la source, l'hostilité au régime socialiste suédois aurait été moindre.

Je crois qu'il serait bon de méditer sur ce sujet en France si l'on ne veut pas se heurter plus tard (et bientôt j'espère) au même problème.

Gérard Blotnikas
91380 CHILLY-MAZARIN

RETOUR EN ALGERIE

La lettre de M. J. A. de Caluire, parue dans « l'Unité » du 17 m'a fait énormément plaisir. Je suis tout à fait d'accord avec ce qu'il écrit. J'ai un point de comparaison :

1960 : J'étais militaire du contingent dans les Aurès.

1976 : Je suis retourné, en touriste, dans cette région.

J'ai revu « mon » village perdu dans la montagne et dans lequel, avec ma section, je vécus une année.

Merveilleux petit village, avec son café maure, sa mosquée, sa palmeraie, ses montagnes ocrées au coucher. Pour l'atteindre, vous quittiez la route de Biskra-Batna et vous empruntiez une mauvaise piste en lacets où, bien souvent, notre vieux Dodge faillit rendre l'âme. 16 ans après, une belle route goudronnée vous y conduit. Le téléphone, l'électricité ont été installés. Dans toutes les régions d'ailleurs, les fils électriques courent. Le douar, jadis replié sur lui-même, s'est épanoui. Avec des amis retrouvés, on boit le thé à la menthe, on discute des événements passés. On ne parle pas de la guerre elle-même que l'on veut oublier mais de faits, parfois anodins comme si aucun drame n'avait existé. Et pourtant, les cimetières où sont enterrés les moujahiddine, la place des Martyrs sont bien là.

C'est vrai, cette Algérie, je ne l'ai pas reconnue, tant elle a changé ! On construit partout, des H.l.m., des écoles, des routes, partout une intense activité règne. Les salaires permettent de vivre. Tous les enfants fréquentent l'école primaire. J'ai pu visiter plusieurs fermes autogérées. On y connaît la réussite ; les responsables ne cachent aucune de leurs difficultés. Le syndicalisme se développe très rapidement. Il est vrai que là-bas, le travailleur a le droit d'être intéressé concrètement aux résultats de son entreprise qu'il doit considérer comme son propre bien.

C'est vraiment réconfortant, pour un socialiste de redécouvrir 16 ans après un nouveau pays promis, j'en suis convaincu, à de très belles destinées.

Jacques DUBOIS
25660 Saône

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034-80 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



changer la vie quotidienne

L'ARGENT PRIME TOUT

A grand fracas, le Centre commercial Galaxie s'est ouvert « au cœur du quartier le plus jeune de Paris », heureuse formule pour parler du 13e arrondissement et du secteur Italie...

Dans le domaine des urgences, les magasins, ces draineurs d'argent, ont primé. Mais restent à réaliser 8 crèches sur les 9 promises, 5 écoles maternelles sur les 7 promises, 8 écoles primaires, 5 foyers pour personnes âgées, 2 centres culturels, 2 maisons de jeunes et 50 000 m2 d'espaces verts. Tout cela promis, bien entendu...

SELECTION FAÇON SAUNIER-SEITE

A Dauphine, on limite astucieusement le nombre d'étudiants. La clôture des inscriptions était annoncée pour la fin du mois de juillet. Mais en 1er cycle de gestion, la clôture a eu lieu le 6 juillet ! Attendons les explications qu'Alice Saunier-Seïté voudra bien donner sur cet étrange mode de recrutement sélectif...

N'EST PAS GAM QUI VEUT !

L'appellation Gam (groupe d'action municipale) deviendrait-elle rentable électoralement ? Surpris la main dans le sac, un certain Claude Léonard a tenté de se présenter à Besançon avec l'étiquette Gam... avec pour numéro de téléphone celui de la fédération des P.m.e. dont il est le président. Un chef d'entreprise dont il semble que l'amélioration des conditions de travail et de la sécurité ne soient pas les préoccupations majeures.

Avec véhémence, le Secrétariat national des Gam a défendu son « image de marque » et annonce qu'un vrai groupe est en train de naître à Besançon.

LOYERS BLOQUES... POUR QUI ?

Le plan Barre est bien parti et tout le monde est prêt à jouer le jeu. Par exemple cet administrateur d'immeuble des Lilas qui annonçait le 23 septembre une hausse des loyers à dater du 1er octobre. Pourquoi pas ? Puisque le plan Barre suscité a fermement décidé le blocage des loyers à leur niveau du 15 septembre...

UN JARDIN QUI VIENT A POINT

Il y a des coïncidences curieuses. C'est le cas pour l'aménagement des berges de la Seine, dans le 5e arrondissement de Paris. Sur l'emplacement du port Saint-Bernard, on fera un jardin de 3 hectares : Jean Tiberi, député et conseiller U.d.r. de l'arrondissement, l'a voulu ainsi. Un très joli jardin et un ensemble sportif pour les jeunes et les moins jeunes. Et quand sera-t-il prêt ? En mars 1977 : juste au moment des élections municipales...

Le jardin Saint-Bernard coûtera 13 millions de francs : cette somme sera prélevée sur les crédits qui avaient été prévus pour la voie express rive gauche. Pour le reste (5 ou 6 millions entre le pont de la Tournelle et le pont de l'Archevêché, quelques autres millions pour la suite) le Conseil de Paris — enfin, sa majorité — a donné quelques miettes. Il faudra trouver de l'argent...

Mais certains protestent. Ils craignent que ces jardins soient endommagés par ceux qui s'y promèneront : la faculté des sciences est en face et ces étudiants sont si mal élevés, n'est-ce pas... Et puis, il y a les commerçants du coin, surtout MM. les restaurateurs à qui l'on retire les parkings sauvages qu'utilisent gratuitement leurs clients. Qu'ils se rassurent : Tiberi s'est aussi préoccupé d'eux. Il y aura un parc de stationnement rue Lagrange, peut-être un autre sous la place Maubert, et vive la voiture ! Tout cela fournit du travail aux entreprises avec lesquelles la Ville a passé marché. Décidément, Tiberi pense à tout...

DEVENIR UN MARI NON VIOLENT

Premier pays d'Europe à avoir ouvert des centres d'accueil pour les femmes battues, l'Angleterre n'était pas décidée à s'arrêter là. Un nouveau pas vient d'être franchi dans le sens de la suppression de ces agressions contre les femmes. Au nord de Londres existe, depuis peu, un refuge pour les hommes qui battent leur femme. Le but de l'opération : que ces hommes, venus librement, et réunis en groupe de thérapie, apprennent la non-violence. Plusieurs demandes de maris désireux de reprendre une vie conjugale pacifique auraient été enregistrées.

UNE AUTOROUTE A TRAFIC

Le conflit de l'Area (société de construction des autoroutes alpines) rebondit, assorti maintenant d'un scandale financier.

L'Area, groupement réunissant 7 industriels et 3 banques, est née en 1971, après la privatisation du réseau autoroutier décidée par Albin Chalandon. Aujourd'hui, l'Area affronte de graves problèmes de trésorerie, les prévisions du ministère de l'Equipement sur le trafic des autoroutes Lyon-Chambéry et Lyon-Grenoble s'étant confirmées à 35% seulement.

L'Area n'est donc plus en mesure d'autofinancer les autres programmes dont elle a la concession. La direction demande donc à l'Etat une avance et une extension de ses possibilités d'emprunts. De leur côté, les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. engagent l'épreuve de force pour le maintien de leur emploi et bloquent la nationale, puis l'autoroute à la sortie de Chambéry pendant 13 jours, jusqu'à ce que la police intervienne, le 20 septembre. C'est alors que le scandale éclate : l'Area a versé à ses actionnaires entrepreneurs des commissions de 14% du montant prévisionnel des travaux, commissions indépendantes des prestations fournies par les entreprises. Quant aux 3 banques, elles ont reçu 1% du montant des emprunts. Soit, sur 4 ans, 310 millions de francs pour un apport en capital de 140 millions.

Cette pratique, de l'avis même du conseiller juridique de l'Area, peut être considérée comme abus de biens sociaux. Plutôt que de voir éclater le scandale, le ministère de l'Equipement a préféré jusqu'à présent faire pression sur l'Area pour la contraindre à réduire ses 14% à 7% en lui refusant la garantie de l'Etat pour les emprunts qu'elle demandera au-delà du contingent normal.

En échange de quoi l'Etat aurait accordé une avance de 160 millions et le remboursement des annuités de 1977 à 1983. Mais l'Area perdait la concession d'Annecy-Scientrier que l'on confiait à la Société du tunnel sous le Mont-Blanc (S.t.m.b.) dirigée par Balladur, adversaire politique de Jean-Pierre Cot en Savoie. Et on ne peut s'empêcher de se demander pourquoi le gouvernement recherche avec tant d'insistance un rapprochement entre la S.t.m.b. et l'Area.

Au-delà du scandale, le problème des licenciements probables demeure. Et avec lui le constat d'échec de la loi Chalandon. La privatisation oblige à effectuer les calculs de rentabilité section d'autoroute par section d'autoroute. Aucun système de péréquation n'est possible.

Ainsi, Lyon-Chambéry aller et retour coûte 44 F et le barème de péage s'accélère très vite pour les poids lourds. Si bien que la chambre syndicale des transporteurs routiers boycotte l'autoroute, que les particuliers la boudent et que la nationale, sur laquelle aucun travail n'a été fait, devient invivable... Un beau gâchis !

changer la vie culturelle

Livres

LE TEMOIGNAGE D'UN MILITANT

Le livre de souvenirs que vient de publier Fred Zeller, « Trois points c'est tout » (collection Vécu, chez Robert Laffont), constitue, sans nul doute, une défense et illustration de la Franc-Maçonnerie du Grand Orient de France : « Il faut qu'il y ait des guetteurs qui surveillent, qui alertent, qui contestent et disent partout ce qu'ils croient être la vérité. Même si cela est difficile, même si cela est dangereux. Ce devraient être les francs-maçons du XXIe siècle ». C'est une haute mission que l'ancien Grand Maître assigne à l'association qu'il a présidée — et avec quel talent ! — pendant deux années.

Mais le livre de Zeller est aussi — et surtout — un témoignage. Toutes les pages de son récit, de son adolescence d'étudiant des Beaux-Arts aux expositions du peintre reconnu, de son action dans les Jeunesses socialistes des années 30 qui entraîna son exclusion de la S.f.i.o. à son retour au Parti socialiste de l'après-guerre, de ses heures de Norvège avec Trotsky à la méditation sur une vie de militant qu'il nous propose aujourd'hui, fournissent une riche contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français du XXe siècle.

Que Zeller ait su raconter l'Histoire telle qu'il l'a vécue avec tant de chaleur ajoute encore à l'intérêt de son ouvrage. Ceux qui le connaissent savent qu'il est tout en passion et en tendresse. C'est ainsi qu'il a mené son itinéraire et qu'il entend, à l'évidence, le continuer — sans jamais désespérer : « Je suis confiant parce que la passion de la liberté existe toujours à quelque degré dans le cœur des hommes et qu'aucune puissance ne peut la détruire absolument ». Le livre de Zeller, qui évoque des temps et des événements où ombres et lumières alternent, est d'abord un témoignage d'espoir.

ROGER FAJARDIE

Télévision

CLANDESTINEMENT VOTRE

En douce, dans le dos des émissions à grand spectacle qui se flattent de séduire le gros public, (ou des gros spectacles pour grand public), se profile une télévision radicalement différente. Modeste, sérieuse, voire austère, elle n'a pour ambition que d'inciter à réfléchir... Ce qui lui vaut d'être systématiquement reléguée en queue de programme. Malgré ce handicap, elle perce, elle s'accroche, elle s'impose et récompense ceux qui l'arrachent à sa clandestinité.

Ainsi ce témoignage d'un inconnu nommé Robert Bober, parti à la découverte de ses ancêtres dans quelque lointain bourg polonais (TF1, 26 septembre 22 h 10). Pour tout bagage, il n'emporte que des photos jaunies et les souvenirs que lui légua son père en quittant, voici plus d'un demi-siècle, un ghetto qui comptait alors trente deux mille juifs. Disparu le ghetto, morts les témoins, les rues elles-mêmes ont changé de noms. Mais notre pèlerin s'acharne, frappe à toutes les portes, parvient à repérer « sa » maison, et rencontre enfin une invincible octogénaire qui lui raconte ce qui fut. Pourquoi ce plongeon dans le passé nous émeut-il à ce point ? En quoi ces fantômes, cet héritage de sang et de larmes, nous concernent-ils ? Par quel miracle cette enquête si rigoureusement personnelle, nous communique-t-elle sa passion ? La réponse tient en un mot : sincérité. « Réfugié provenant d'Allemagne, apatride d'origine polonaise », le réalisateur s'est posé les questions qui hantent chacun d'entre nous : « Qui suis-je. Qui furent les miens ? » En soulevant un petit coin du voile, en arrachant à l'oubli quelques miettes de son patrimoine, il a fait acte d'amour. Et son histoire est devenue la nôtre.

GABRIELLE ROLLIN

France-Musique

UN NOUVEAU JOUR « J »

En mai dernier, le jour « J » de la musique organisé par France-Musique avait mobilisé près de 20 000 musiciens amateurs en province. France-Musique a décidé de récidiver à Paris les 2 et 3 octobre prochains en enregistrant des manifestations musicales publiques à travers la capitale. Il y aura des musiciens amateurs partout : sur les marchés, dans les squares et les kiosques à musique. Il y aura des concerts dans les églises et des bals dans les mairies. France-Musique consacrera 5 heures de son programme à la diffusion en direct de ces spectacles : le 2 octobre de 12 h à 12 h 30, en direct du marché Edgar-Quinet, on pourra entendre « La Santiol » et « Le lycée des sons et des vibrations cosmiques » ; le même jour, de 23 à 24 h, en direct du square de l'Aspirant-Dunant, un bal avec le groupe de folk Jacques Bonhomme ; le 3 octobre, à partir de 16 h 30, en direct de

BALZAC ÉLYSÉES - ÉLYSÉES LINCOLN - ST. ANDRÉ DES ARTS - GAUMONT OPÉRA
LES IMAGES

L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

"... L'un des plus grands succès du Festival de Cannes..."
Jean de Baroncelli - LE MONDE

"... La griffe de Georges Bataille..."
François Forestier - L'EXPRESS

"... Le premier film qui relie l'amour physique dans son paroxysme au mystère de notre destinée..."
Philippe Nourry - LE FIGARO

"... Qui va jusqu'aux plus extrêmes conséquences du pari érotique... C'est un très grand film..."
Albert Cervoni - L'HUMANITÉ

"... Ce film d'une beauté formelle, admirable et d'une audace fatale..."
Robert Chazal - FRANCE-SOIR

"... Exemple unique au cinéma de l'expression d'une passion érotique absolue..."
TIMES LONDRES

© ARGOS FILMS

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

la Cour des Miracles, le « Petit ensemble de musique traditionnelle chinoise » et le « Quatuor du Trocadéro » ; enfin, ce même 3 octobre, à partir de 19 h 35, « Arrigo Lorenzi Quintet » et « Claude Abadie Big Band ».

France-culture

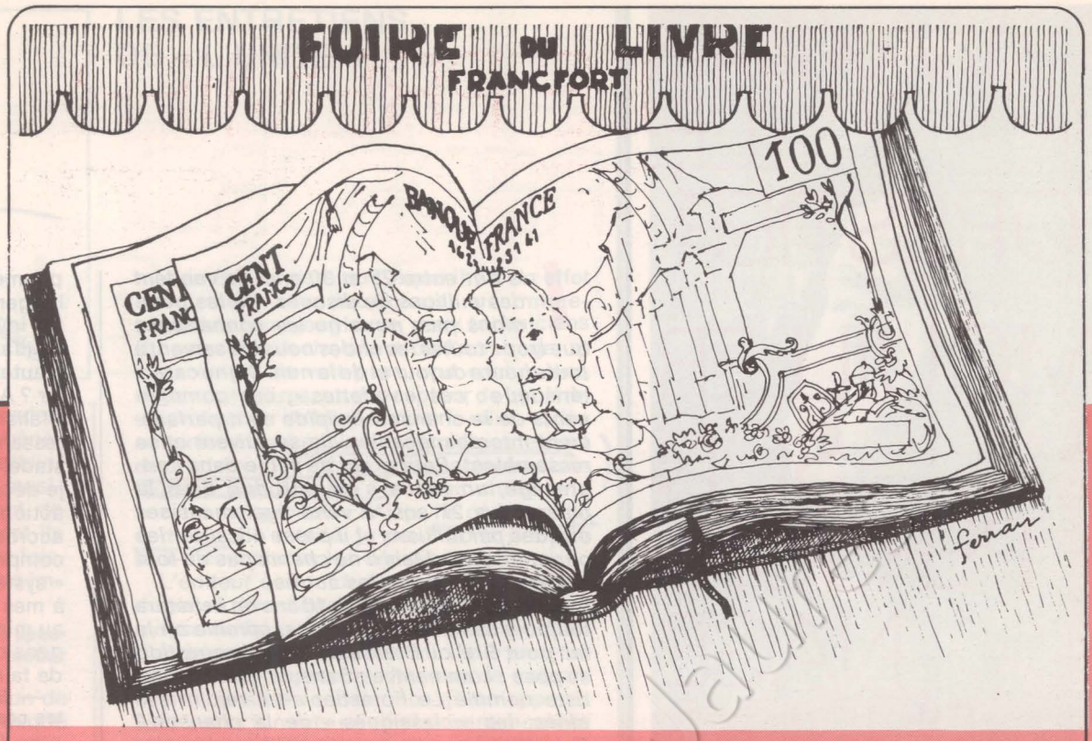
LIBRE PARCOURS

Eve Griliquez a de la chance : elle n'est pas encore dans le collimateur de Jacqueline Baudrier... Aussi a-t-elle pu enregistrer en public l'émission qu'elle produit pour France-Culture : Libre parcours - Variétés. Elle l'a fait mardi dernier au Théâtre de l'Est parisien ; au programme : Catherine Ribeiro + Alpes ; Christian Dente et Jean-Marie Dumon, tous les deux auteurs-compositeurs ; le comique Jacques Villeret ; les violonistes en duo Claire Bernard et Raphaële des Graviers ; le « folkeux » Pierre Bensusan ; la chanteuse argentine Mercedes Sosa et le chanteur grec Alexis Georgiou. S'il ne prend pas fantaisie à Jacqueline Baudrier de tailler dans la bande d'enregistrement, les auditeurs de France-Culture pourront écouter l'ensemble les 19 et 26 octobre à 13 h 30.

Festival

MUSIQUE DANS LES VIGNES

En Armagnac, cette année, les vendanges seront joyeuses : la fête du vin sera aussi la fête de la musique et de la danse. Marius Constant y renouvelle en effet, du 1er au 7 octobre, son expérience de l'an passé : « Musique en Armagnac », festival accueilli par les quatre petites cités de Condom, Lectoure, Eauze et Castera-Verduzan. Des siècles après avoir été le berceau des poètes gascons, cette région sent à nouveau passer un souffle culturel. Qu'on en juge par le programme : le Groupe vocal de France sera à Lectoure le 1er octobre et Condom le 2 ; I Solisti Veneti joueront Vivaldi, Puccini, Albinoni et Rossini à Condom le 2 octobre, à Lectoure le 3 et à Eauze le 4 ; le Quintette de cuivres Ars Nova présentera des œuvres de jeunes compositeurs contemporains à Lectoure les 3, 4 et 5 octobre, à Condom le 5 ; les Ballets Félix Blaska donneront des cours publics le 7 octobre à Condom et présenteront le même jour, toujours à Condom, quatre chorégraphies sur des musiques de Berio et Bartok ; le même spectacle des Ballets Blaska est prévu à Eauze le 5 octobre. Enfin, Castera-Verduzan accueille le violoniste Pierre Amoyal le 4 octobre.



LA GRANDE FOIRE

De notre envoyé spécial.

Quatre mille cent trente-neuf maisons d'édition, soixante dix-huit pays : à la Foire internationale du livre, qui vient de se tenir à Francfort, il y a de quoi faire rêver tous ceux qui portent quelque amour au papier imprimé. Voir, toucher, sentir les volumes dont Italiens, Japonais, Brésiliens et Chinois s'alimentent promettait un fabuleux voyage.

Hormis un stand intéressant sur les auteurs latino-américains, cet espoir est, hélas ! vite déçu. Est-ce comme un clin d'œil que le stand de la Chine populaire faisait figurer en bonne place le livre de Mao « Contre le culte du livre » ?

Plus loin, l'Italie retient un instant l'attention par de belles couvertures, la Grande-Bretagne par le classicisme, les Etats-Unis par le gigantisme, les pays de l'Est par le caractère stéréotypé... On vient là pour musarder entre les différences et l'on se heurte au mur de la conformité, sinon du conformisme. S'il en est qui, d'aventure, doutent encore de la standardisation croissante de nos modes de vie et de pensée sous l'influence totalitaire de la loi du marché, ils devraient se rendre à la foire de Francfort...

Mais après tout il s'agit d'une « foire » dont le but est de promouvoir les affaires. Et la scène la plus courante représente deux messieurs discutant affaires, une calculatrice de poche à la main. Sans qu'il faille d'ailleurs se faire trop d'illusions : « Partout où je suis arrivé, tout était déjà vendu, raconte un jeune éditeur. En fait, tout est pratiquement réglé avant le début de la foire par les agents littéraires et les représentants des grosses maisons, au cours de l'année. On est là essentiellement pour montrer sa devanture et sa puissance ».

De retour à Paris, j'ai bizarrement ressenti le besoin d'entrer dans une librairie, rien que pour palper quelques livres. Ils n'étaient pas rangés par modèles de couverture, mais par auteurs ou par thèmes. C'est si agréable, avant que s'installe l'habitude d'aller demander dans un supermarché « un livre à couverture verte sur 482 grammes de beau papier »...

Francis PISANI

Exposition

LES IMAGES DU CIEL

Passez un poétique moment avec vos enfants en allant voir l'exposition consacrée aux cerfs-volants qui se tient au Cnac, 11, rue Berryer à Paris (8e) jusqu'au 24 octobre. Engin militaire, bannière, signal, convoyeur de ravitaillement et même moyen de transport, le cerf-volant a été tout cela depuis sa création en Chine sous la dynastie des Han. Aujourd'hui, cette « bête à cornes » est devenu le support des rêves des enfants et des artistes. Ces derniers ont mis leurs collections à la disposition de l'exposition — c'est le cas de Folon — ou, encore mieux, fabriqué de véritables sculptures

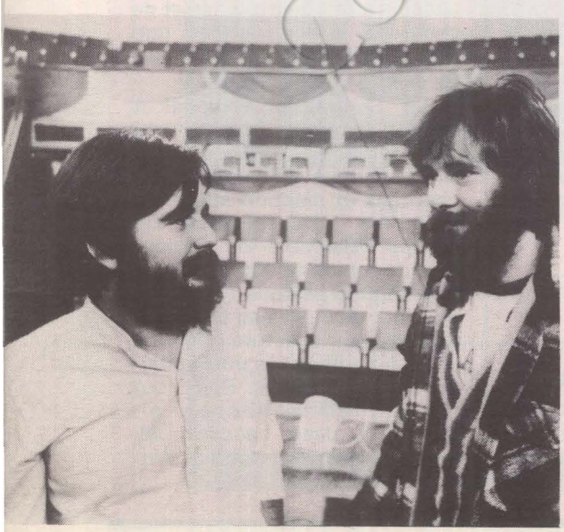
Café-théâtre

OUVERTURE A NICE

Peu à peu la province s'y met : ici et là surgissent des cafés-théâtres « comme à Paris ». Le dernier en date est niçois. Il s'appelle simplement « Le Café-Théâtre ». Son adresse : 12, quai Saint-Jean-Baptiste. Il s'est ouvert le 20 septembre. C'est le chanteur Jean-Louis Caillat qui l'inaugure. Jusqu'au 16 octobre, il y présente son spectacle fait de sketches et de chansons mêlés : « Moi non plus j'ai rien, mais j'veux pas qu'on me l'prenne ! »

● Le Secrétariat National à l'Action culturelle du P.S. vient de créer le Géras-Bib c'est-à-dire le Groupe d'Etudes, de Recherches et d'action socialiste pour les bibliothèques. Ce groupe rassemble les personnels de toutes catégories, de bibliothèques de tous types. Il a pour but de mettre au point des projets pour la lecture publique et les bibliothèques universitaires ou spécialisées. Pour tout renseignement écrire à : Géras-Bib, Jean Lecutiez, 38, avenue Monclar, 84000 Avignon.

MAXIME LE FORESTIER: «MOUILLER SON PERSONNAGE PUBLIC, C'EST COMME SE SERVIR D'UN BULLETIN DE VOTE»



Ils ont entre 25 et 30 ans. Ils vendent des millions de disques. Ne les nommons pas, nous ne les connaissons que trop : toutes les ondes nous les servent à toute heure du jour et de la nuit. Signe caractéristique : ces « vedettes », ces commerçants de la chanson insipide sont parfaitement interchangeables. Ils se suivent et se ressemblent. Petit grain de sable dans l'engrenage, un intrus s'est introduit dans la place : il a 27 ans, il vend également ses disques par millions et il passe aussi sur les périphériques. Mais il ne chante pas du tout la même chose que les autres.

Autre différence : dans 10 ans on achètera toujours ses anciens disques, comme on le fait pour Brel ou Brassens. Alors, la question se pose : comment, en 5 ans, un jeune guitariste nommé Le Forestier a-t-il rejoint ses aînés, les « classiques » de la chanson ? Pourquoi trouve-t-on aujourd'hui, dans les discothèques, « tout Le Forestier » à côté de l'intégrale de Léo Ferré ? Sommes-nous en présence d'une opération très réussie de « récupération » ? Ou bien avons-nous affaire à un artiste furieusement lucide qui a joué un bon tour au « show-business » qui rêvait de le plier à ses exigences ? La réponse est dans les faits : le « phénomène » Le Forestier n'a rien d'éphémère ; le succès n'a pas fait une « grosse tête » à ce barbu exigeant. Le Forestier « tient » et s'améliore. Son dernier disque (Polydor 2473 055) et son dernier spectacle (au Cirque d'Hiver jusqu'au 25 octobre) en témoignent : il n'arrête pas de progresser, de se remettre en question, de réfléchir sur son métier pour mieux en maîtriser les retombées. Parmi ses nouvelles chansons une des plus belles s'intitule : « Mourir d'enfance ». De plus en plus adulte et lucide, Le Forestier n'en cesse pas moins de « vivre d'enfance ». Que feronsnous de notre jeunesse ? En tentant de répondre lui-même, en nous aidant à répondre, Le Forestier reste Maxime. Maxime : hier un copain, aujourd'hui un frère.

« L'UNITE » : Alors, Maxime, qu'es-tu réellement ? Le loup dans la bergerie ? Ou bien un simple alibi du système ?

Maxime Le Forestier : Mon rôle, vu de l'extérieur, est sans aucun doute assez trouble. En vérité, je suis sûrement les deux : un loup et un alibi. Mais comment y échapper ? Et comment m'en expliquer ? Je vais essayer... Au départ, je n'étais que le guitariste de ma sœur, Catherine. Mon but n'était alors que d'écrire pour les autres ; et, éventuellement, de chantonner de temps en temps mes propres textes. Je me voyais très bien dans la peau d'un Guy Bontempelli ou d'un Serge Gainsbourg. Je n'avais aucune envie de « réussir ». J'avais assisté de près à la réussite de Georges Moustaki mais je ne me voyais vraiment pas suivre son chemin. Et puis il y a eu cette fin d'année 1971 avec mon passage à Bobino et mon premier 33 tours. La suite m'est tombée dessus sans que j'y sois réellement préparé : pendant deux ans et demi, sur 1972-73 et 74, ce fut la « grimpette » Le Forestier. Une grimpette sans contradicteur où tout le monde découvrait et aimait. Etape difficile à vivre. Je me demandais : « Qu'est-ce qui m'arrive ? J'ai vendu un million de 33 tours ; où vais-je ? » J'étais paumé dans mes contradictions. Le gain de l'argent entraînait soudain des responsabilités imprévues. Imagine un peu : je touchais soudain des millions de francs de droits d'auteur ; qu'en faire ? Allais-je les gaspiller ? Allais-je acheter des paquets d'action ? Il fallait en faire quelque chose d'utile, d'intéressant... Aujourd'hui je n'en suis plus à ce stade. J'en suis à la période des réalisations : je décide de dire telle chose, de mener telle action, de monter tel spectacle. Et je m'y accroche. Et je mets tout ce que j'ai — y compris ma valeur « commerciale » dans le « système » — dans la balance pour parvenir à mes fins. Disons que je tente de maîtriser au mieux le petit pouvoir que me laissent les gens d'argent pour réaliser ce que j'ai envie de faire.

— Et c'est suffisant pour que tu échappes à tes contradictions ?

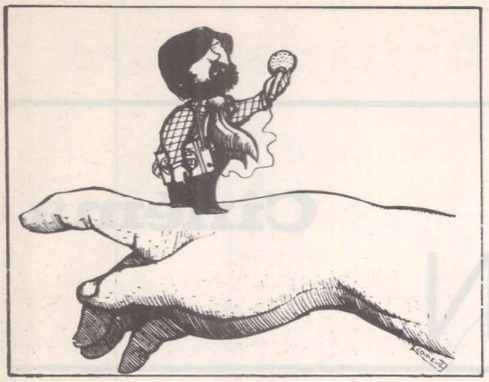
— On ne se débarrasse jamais de ses contradictions. On vit avec. Au mieux, on s'en sert. La plus gênante des contradictions que je vis réside dans l'opposition entre la réalité économique de mon métier et mes convictions politiques. C'est un peu comme la vaisselle : si on la fait on se salit les mains ! Bien sûr, certains préfèrent mettre des gants en caoutchouc ou ne pas faire la vaisselle du tout. En ne faisant rien, on ne risque pas de se salir ! Moi je préfère faire la vaisselle. Sans en espérer de solution-miracle. Mais simplement en réglant quotidiennement les problèmes au coup par coup. En menant des petits combats les uns après les autres et en gagnant, bien sûr. Je rame, c'est tout. Dans une de ses chansons, Diane Dufresne dit : « Il faut bien qu'il y en ait une qui le fasse ». Alors, chaque jour je fais un peu plus le ménage dans mon métier. Un jour je réussis à augmenter le salaire des musiciens. Un autre jour j'obtiens un peu plus de liberté d'expression dans une station de radio. Un autre encore je baisse le prix des places dans mes spectacles : on m'avait pourtant dit que c'était impossible...

— Pourquoi ce prix des places bas ?

— Depuis quatre ans j'avais fixé le prix à 10 F. Je viens de le mettre à 18 F. Inflation oblige ! Cela pour montrer qu'on peut produire un spectacle avec des prix de places très modérés. A condition que les gens viennent en nombre, évidemment. Et à condition qu'ils comprennent leur responsabilité dans ce mode de production, qu'ils comprennent qu'ils deviennent eux-mêmes producteurs du spectacle. C'est ça ou les subventions ! Mais les subventions par les temps qui courent...

— Des organisateurs de spectacle se sont plaints. Ils ont affirmé qu'en imposant un prix des billets aussi bas tu les étranglais. Et qu'en fin de soirée ils devaient payer de leur poche la différence entre leur recette et le coût réel du spectacle.

— Qu'un seul organisateur me prouve qu'il a perdu de l'argent avec moi ! Qu'il donne ses chiffres ! Moi, je donne les miens. Jusqu'à maintenant je tournais avec deux musiciens et un sonorisateur : je demandais au total moins de 8 000 F. Je ne passais que dans des salles d'au moins 2 000 places. Comptons : 2 000 places à 10 F, ça fait 20 000 F. Si l'on retire les taxes et les frais divers, la recette nette était aux alentours de 15 000 F. Pour que les organisateurs ne se



sucrent pas trop sur mon dos, je demandais un pourcentage à partir d'un chiffre de bénéfice fixé par contrat. Si ce chiffre était atteint nous partagions le bénéfice entre mes musiciens, mon technicien et moi. Comment, de cette manière, les organisateurs auraient-ils pu perdre de l'argent ? C'est arrivé une fois, au Théâtre de Nice : j'ai aussitôt viré les imprésarios qui avaient traité l'affaire !

— Tu contrôles le prix des places de tes spectacles. Quels autres aspects de ton métier réussis-tu à contrôler ?

— Il existe trois modes d'exploitation de la chanson dans le système économique dans lequel nous vivons : la vente par le disque, les spectacles en scène, l'édition des chansons sur papier. Prenons les trois dans l'ordre.

Le disque d'abord. Une maison de disques enregistre ou achète une bande, la presse sur disque, met le disque en pochette et le vend au disquaire. Je pourrais, pour mieux maîtriser le phénomène, créer ma propre maison de disques comme certains groupes régionalistes l'ont fait. J'y réfléchis, j'y pense. Mais, de toute façon, au départ je n'aurais pas pu le faire car cela demande d'investir de grosses sommes. Comme tous les jeunes chanteurs au début, je n'ai pu m'adresser qu'à une maison existante avec qui j'ai signé un contrat de 7 ans. Cela dit, dès la fin de mon contrat — c'est pour bientôt — je pourrai faire ce que d'autres, comme Jen-Pau Verdier, ont déjà fait : fournir moi-même la bande à presser à la maison de disques. Posséder juridiquement sa bande donne un avantage considérable : ça veut dire que l'éditeur phonographique ne peut pas en faire n'importe quoi. Alors que, quand c'est lui le propriétaire, il l'utilise comme il l'entend : à des fins publicitaires, pour des disques collectifs, etc... Celui qui est propriétaire de sa bande et de sa propre maison de disques pourrait donc se considérer comme totalement libre. Reste pourtant un obstacle : la distribution. On peut toujours se débrouiller pour fabriquer un disque, mais comment le distribuer ?

Là c'est plus coton : quelques grosses boîtes se partagent l'ensemble de la distribution. Il suffirait qu'elles se bouffent entre elles pour qu'une seule ait le monopole, comme c'est actuellement le cas des N.m.p.p. pour la presse. La censure s'en trouverait aggravée car la boîte en question distribuerait alors uniquement qui elle voudrait. C'est un problème grave auquel il faut réfléchir. Un problème qu'un individu de bonne volonté — moi ou un autre — ne pourra jamais régler seul.

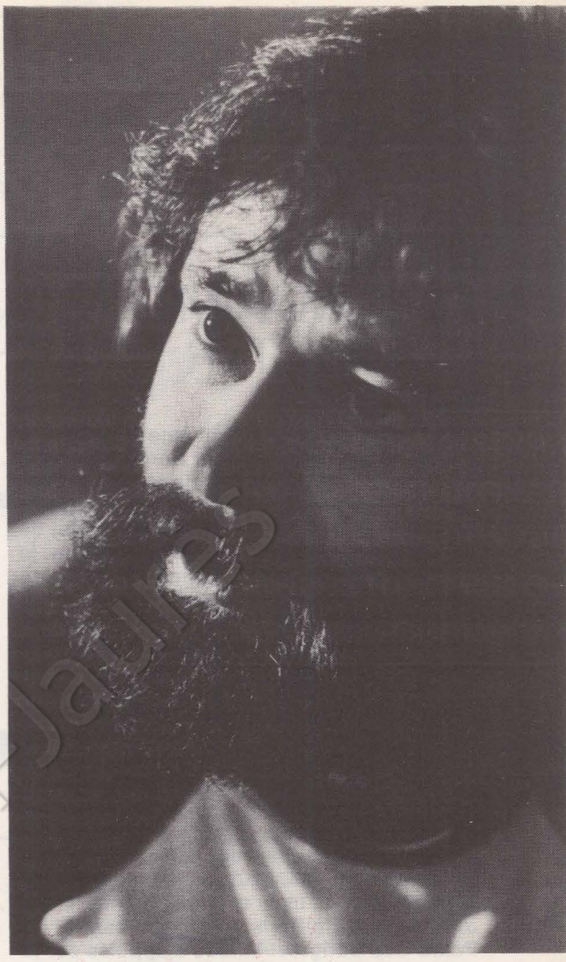
La scène maintenant. Dans ce cas les spectacles sont gérés par des imprésarios qui servent d'intermédiaires entre le chanteur et les personnes susceptibles de l'engager. Là on peut très bien détourner la difficulté. C'est ce que j'ai fait pour mon nouveau spectacle au Cirque d'Hiver. Il le fallait. Il fallait que je puisse avoir en main une machine comme on en a peu mis en route dans ce métier. Sur la piste du Cirque il y a en effet avec moi : dix musiciens, un mime-trapéziste, une jongleuse, deux techniciens du son, cinq techniciens de l'éclairage, et ceux qu'on ne voit pas : une costumière, deux couturières, un concepteur de lumière, un professeur de trapèze pour le mime et des administratifs. Légalement je n'ai pas le droit de produire moi-même mon spectacle : il me faudrait une licence. J'ai donc choisi une société qui produit : l'Alap. Ils gèrent et je contrôle. En réalité, je peux donc prendre moi-même toutes les décisions.

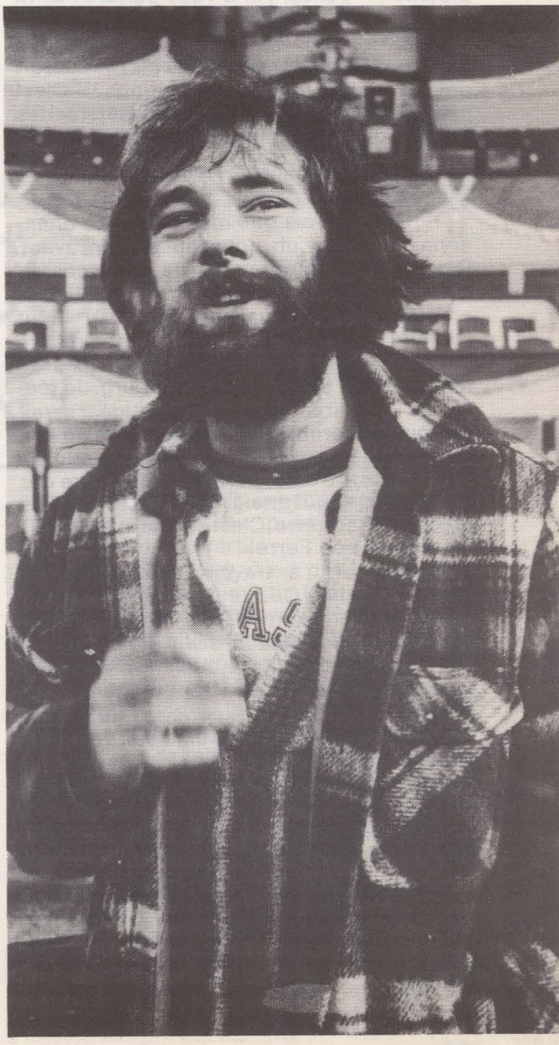
L'éditeur enfin. Là c'est un vieil héritage du passé. Avant que le disque n'existe le seul moyen de faire connaître une chanson était d'en imprimer le texte et la musique pour les vendre. Les chanteurs des rues la colportaient ; ainsi se vendaient ce qu'on appelait les « petits formats » ; ainsi se sont montées les fortunes de l'édition de chanson : Chapelle, Breton, Beuscher, etc. Pour ce travail l'éditeur prenait 50 % des droits d'auteur ; c'est pour cela que la Sacem s'appelle Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique ! Mais aujourd'hui que la chanson se diffuse par le disque ces 50 % sont totalement disproportionnés et inutiles. Aussi ai-je agi comme beaucoup : j'ai créé ma propre maison d'édition, les Editions de Misère. Ce qui me permet, par exemple, de lire, puis d'accepter ou de refuser les traductions de mes chansons qui sont faites à l'étranger. Si Bob Dylan avait eu sa propre maison d'édition il n'aurait pas eu les « mauvaises surprises » dont il parle avec ses traductions françaises... Autre avantage : les 50 % de droits que je récupère peuvent être utilisés ailleurs. C'est ainsi que les Editions de Misère ont pu aider la sortie du premier disque de Joël Favreau...

—Aider, c'est un mot qui t'est cher. C'est un mot que tu mets en pratique. Tu as aidé beaucoup de jeunes chanteurs ou des chanteurs étrangers. Ton aide déborde même jusqu'aux journalistes : on a pu, ces derniers temps, t'écouter apporter, sur France-Musique et sur France-Inter, ton soutien à Jacques Erwan interdit d'antenne par Jacqueline Baudrier. Tu as également fait de nombreux galas de soutien pour des combats politiques ou syndicaux. Pourquoi cette pratique de la solidarité dans une profession où la plupart demeurent des individualistes forcenés ?

— Il y a plusieurs choses, plusieurs niveaux d'intervention. D'abord je fais un métier public et je ne peux refuser d'intervenir quand ce métier est en cause, quand un journaliste est mis à pied parce qu'il a diffusé une de mes chansons. Ne pas le faire serait nier ce que nos ennemis reconnaissent implicitement : la fonction sociale de la chanson. Ensuite il y a des actions qui s'imposent, qui relèvent de la conscience individuelle : mouiller son personnage public pour être efficace c'est comme se servir d'un bulletin de vote, rien de plus. Enfin, pour ce qui concerne l'individualisme des chanteurs, c'est une vérité partielle en France, mais ce n'est pas la règle : il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter certains disques de musique californienne ou les deux albums de la Franco-fête québécoise. En enregistrant un disque pour le Chili avec Colette Magny, en faisant quatre chansons avec Ju-

→





ENTRETIEN AVEC MAXIME LE FORESTIER

→

lien Clerc, en en écrivant une pour Diane Dufresne et une autre pour Serge Reggiani, en enregistrant des textes de Marianne Sergent ou Jean-Michel Caradec, en allant travailler une semaine à Montréal, en jouant de la guitare dans le disque d'Yvan Dautun, je ne fais vraiment rien d'original. Cela existe ailleurs. Et puis cela me semble tout à fait naturel. Depuis mes débuts dans la chanson j'ai toujours rencontré ce que tu appelles la solidarité. C'est Moustaki qui me l'a apprise alors que j'avais 20 ans, en nous entraînant, Catherine et moi, dans ses tournées où nous trouvions chaque soir 2 000 ou 3 000 spectateurs devant nous. Brassens la pratique régulièrement : quand il passe trois mois à Bobino il change de première partie toutes les trois semaines pour faire bouffer tout le monde. J'en connais cent autres manifestations. Je n'en citerai qu'une. Nous étions, Julien Clerc et moi, en train d'enregistrer une télévision à Paris. Léo Ferré passait au Palais des Congrès. Il nous a appelés sur le plateau : « Venez, j'ai à vous parler ». Et tu sais ce qu'il nous a dit ce monsieur de soixante balais ? Il a dit : « T'as vu la claque que nous mettent les Québécois. Il faudrait peut-être que nous nous y mettions ! » C'est pourquoi je trouve naturel de considérer des gens à peine connus comme mes égaux.

— Tu as sacrément progressé. En es-tu conscient ?

— Oui, je crois que mes dernières chansons marquent un nouveau pas en avant. Désormais, je ferai moins de chansons au premier degré, moins de ce que j'appelle des « chansons de journaliste ». Bien sûr il faut les faire ces chansons-là. Si c'était à refaire je réécrirais sur Pierre Goldmann ou sur la fermeture du jardin du Luxembourg. Je réécrirais « le Parachutiste ». Mais l'idéal serait d'avoir une forme musicale apprêtée où l'on mettrait chaque soir l'événement du jour. Ce qui, d'un autre côté, permettrait d'écrire des choses fortes qui atteignent chacun au plus profond de son être. C'est ce que fait merveilleusement Léo Ferré.

Par ailleurs, à travers des spectacles comme celui du Cirque d'Hiver, je voudrais réintégrer la chanson dans le monde du spectacle, lui éviter le style ennuyeux du chanteur figé et solitaire qui fait son numéro sur le devant de la scène. Je rêve même d'un prolongement à cette expérience. Je rêve de faire venir les spectateurs cinq soirs de suite pour cinq spectacles différents. Quand je dis je rêve, ce n'est pas une utopie. Je devrais dire « je projette ». Tous mes rêves sont des projets. Et, jusqu'à maintenant, j'ai toujours mené mes projets à bien...

— Et quelle serait pour toi la société idéale ?

— Ce serait une société sans chanteurs. Une société sans artistes. Parce que chacun y aurait le temps de chanter, de peindre ou de danser.

(Propos recueillis par Jean-Paul LIEGOIS)

REDFORD LE CITOYEN

Cinéma

Il était une fois un jeune étudiant en art fou de peinture, qui étouffait au fond de sa Californie natale et qui se mit donc à parcourir le monde en auto-stop. Il s'installa un temps au Quartier latin et découvrit dans les cafés de la rue de la Huchette, à la fin des années 50, son premier amphi politique. Tout cela n'aurait pu faire qu'un simple souvenir lorsque l'ex-étudiant revint dans son pays. Pendant le drame vietnamien, devenu comédien et absorbé par sa toute nouvelle carrière, il se contenta d'être le supporter plutôt passif de la grande révolte des campus. Mais il se trouve que, installé dans l'Utah, le jeune acteur reçut un jour la visite de voisins révoltés à cause d'un projet d'autoroute que venait de décréter la toute nouvelle administration Nixon. Malgré l'hostilité des parlementaires du lieu — qui avaient des intérêts dans l'affaire — les meetings et les actions collectives du comédien et de ses amis, puis de toute une région, firent abandonner le projet. Un militant venait de naître.

Ce militant, il n'a nullement renoncé par la suite aux luttes en faveur de l'environnement : son coin de l'Utah n'utilise que les énergies « douces » et il s'est bagarré à la télévision contre un projet de centrale nucléaire géante sur le Colorado. Mais, surtout, l'acteur débutant devenu entre-temps la star Robert Redford, « consacrée » par « Butch Cassidy et le Kid », avait décidé de tout faire aux élections de 1972 pour barrer la route à Richard Nixon. C'est pour cela et, plus généralement, pour dénoncer le système électoral américain que cette année-là Redford mit, en plus de son talent, tout ce qu'il possédait dans la production d'un film : « Votez Mac Kay », alias « Le candidat », dont nous avions dit à l'époque **(voir le n° 30 de « l'Unité »)** ce qu'il avait de neuf dans « l'intervention » politique.

Redford n'était certes pas la première grande vedette du cinéma américain à assurer la production — ou le financement de la production — d'une œuvre politique : Frederic March, John Garfield, Kirk Douglas, Marlon Brando, George Scott, Gregory Peck ou Jane Fonda ont donné quelques beaux exemples. Mais Redford y a mis un formidable entêtement : nullement découragé par la défaite des Démocrates et la victoire de Nixon de 1972, il va guetter une nouvelle occasion. Ce ne sera pas si long : l'affaire du Watergate, qui donnera quatre ans plus tard le film produit par Redford sous le titre « Les hommes du Président », ne suit que de quelques mois « Votez Mac Kay ».

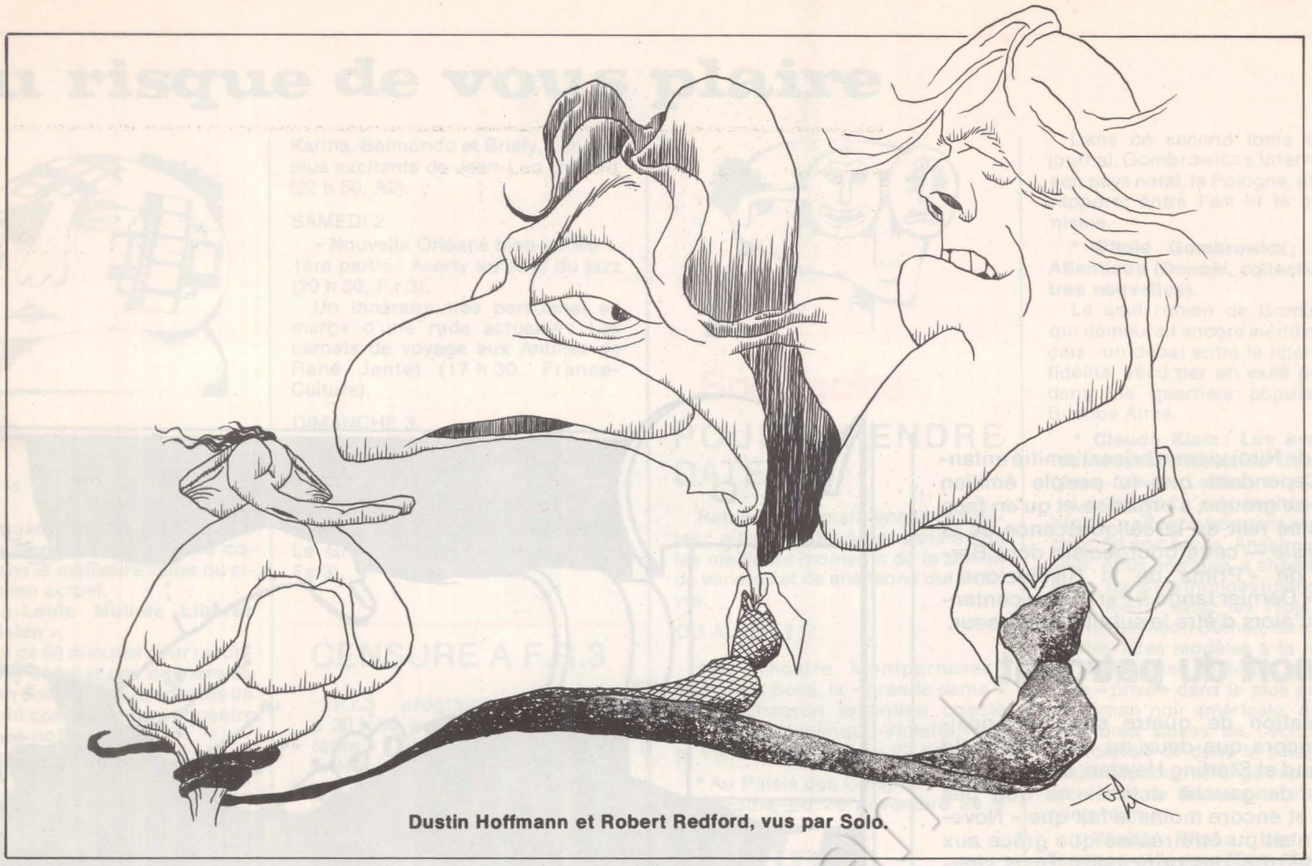
L'araignée

Cette obstination, il ne faudrait pas la ramener à une simple allergie à l'individu Nixon. « Je voulais montrer aux gens comment ils étaient manipulés, trompés, comment la politique ressemble au monde du spectacle, a précisé Redford à Michel Ciment pour « Lui ». Notre système fonctionne mieux que d'autres systèmes que je connais, mais cela ne veut pas dire qu'il soit bon. Il ne permet pas de présenter les vrais problèmes devant l'opinion publique. Il ne permet pas non plus aux hommes politiques d'être authentiquement eux-mêmes... Tout cela explique Watergate. »

Les raisons professionnelles — « être davantage impliqué » dans ses films — ont bien sûr joué aussi dans ce passage de l'acteur Redford derrière le bureau du producteur, mais comme en complément de ses motivations « civiques ». Rien en tout cas qui ressemble à de l'opportunisme. Il faudrait ne rien savoir de la genèse de son film « Les hommes du Président » pour croire que Redford s'est paresseusement contenté d'adapter à l'écran le livre publié sous le même titre par les deux témoins-acteurs essentiels de l'Affaire, les journalistes Bob Woodward et Carl Bernstein.

En réalité, Redford a été tout de suite fasciné de voir deux jeunes journalistes du « Washington Post » gratter un obscur fait divers jusqu'à déterrer un système souterrain de corruption qui paraît étendre très haut ses tentacules... Redford ne manque pas alors d'intuition, car à l'époque, un peu partout, on demeure sceptique sur les révélations de deux garçons complètement inconnus, vulgaires sans-grade à qui même leurs chefs au début, hésitent à faire confiance. Or, Redford prend contact avec eux très tôt, bien avant que le monde entier apprenne que ces deux obscurs vont abattre le personnage n° 1 du plus puissant Etat du monde.

« Les hommes du Président » n'est pas, ne se veut pas « le dossier Watergate » à la manière où pourrait l'analyser et le présenter un Francesco Rosi. Le film qu'a produit Redford embrasse d'ailleurs la seule période de cinq mois qui va du cambriolage du siège du Parti démocrate par des « plombiers » maladroits jusqu'à la veille de la réélection de Nixon. Cinq mois de quête harassante, traversée de fausses pistes et d'heures de découragement, pendant lesquels les deux reporters — redoutables enquêteurs, comme tout bon journaliste américain — découvrent un puzzle qu'il faut « reconstituer. Une conspiration à peine croyable pour qui ne sait pas encore que « les hommes du Président » ne sont rien d'autre qu'un gang de malfrats autour d'une canaille cynique. A cause du Redford acteur que Sydney Pollack livrait à l'araignée C.i.a. dans « Les trois jours du Condor », on n'est pas surpris de le voir s'attacher au thème du Complot. Et le Redford producteur, comment aurait-il pu, à partir d'une telle intrigue, ne pas confier la réalisation du film à Alan Pakula, auteur à la fois d'un « Klute » (1) plongé dans le grouillement des bas-fonds new-yorkais et d'un très kennediste « Parallax view » (« A cause d'un assassinat ») où un journaliste remontait la filière d'un complot aboutissant au



Dustin Hoffmann et Robert Redford, vus par Solo.

meurtre d'un candidat à la Maison Blanche — le tout bourré d'allusions acides à l'étrange impunité des assassins politiques aux Etats-Unis ?

« Suivez le fric »

Ce travail de puzzle, ce dévoilement à partir d'une histoire touffue à souhait exigent d'ailleurs du spectateur français pas mal d'attention bien aiguisée. Cela explique en tout cas pourquoi c'est avec une sobriété peu habituelle à Pakula, un tel refus des effets et presque une sorte de dépouillement que le film a été réalisé : téléphone, machine à écrire, un rare extérieur, téléphone, machine à écrire... On a tordu son cou au suspense spectaculaire pour quelque chose de plus profond : la circulation — ou la non-circulation — de l'information, qui monte des ténèbres du sous-sol de parking où vient chuchoter un informateur jusqu'à la lumière violente, implacable de la salle de rédaction. Un circuit presque abstrait de signes qui se déplacent le long d'un rail bien connu — « Suivez le trajet du fric », a conseillé l'informateur — et dont chacun signifie vie, mort, connaissance, peur, joie, peine... Ici : contestation du Pouvoir.

Car Redford a raison de le dire : Woodward (interprété par lui dans le film) et Bernstein (Dustin Hoffman), le Républicain protestant iconoclaste et le Juif plus conciliant, « n'étaient en aucune façon des croisés de la morale ; c'étaient avant tout deux reporters qui avaient senti un bon sujet d'article et qui ne voulaient le partager avec personne d'autre ». N'empêche que leur refus d'accepter les mensonges officiels et les pressions de l'establishment de leur publication interdisent qu'on ramène leur démarche au professionnalisme « apolitique » (?). A un certain degré, il n'y a qu'une conscience politique au moins embryonnaire pour organiser ce qui est tout de même, pour les citoyens d'un Etat présidentiel, une sorte de meurtre du père.

On n'est pas obligé d'en tirer des conclusions définitives sur le rôle de la presse dans une démocratie, sur le formalisme ou le non-formalisme de certaines libertés, sur les raisons qui font que la presse française ne parvient pas à pénétrer aussi bien des scandales qui, à l'occasion — suivez notre regard — valent peut-être Watergate... Redford, lui, se contente de conclusions plus simples. Même s'ils ne sont pas des découvreurs de la Vérité, ses chercheurs de vérités ont réussi. Voilà, du coup, balayé le pessimisme de « Mac Kay » et du « Condor », d'où il semblait découler que rien n'est possible contre les professionnels du mensonge, les media et les mystérieuses bureaucraties contrôlant le monde...

Ainsi ragaillardi, Redford va attaquer maintenant son projet de film suivant. Le sujet ? Les multinationales, bien sûr.

(1) C'est ce film que la télévision reprenait mercredi soir sur F.r. 3.

BERTOLUCCI LE MILITANT

Pour un spectateur français, le 25 avril 1945, ça n'évoque pas grand-chose. Pour un Italien, si : le jour de la libération du « nazi-fascisme », celui aussi où les paysans de la péninsule croient pouvoir d'un coup faire la révolution et prendre en main leur destin après avoir fait le procès de leur patron, de tous les patrons. « C'est une journée qui contient tout le siècle », dit Bernardo Bertolucci, l'auteur de « Novecento » (« 1900 ») dont on peut voir aujourd'hui la première des deux parties, l'ensemble durant près de 6 heures — ce qui n'était d'ailleurs pas une raison pour ne pas programmer simultanément le deuxième acte, les distributeurs français se moquant une fois de plus des nécessités d'une œuvre cinématographique...

« Tout le siècle » : voilà qui explique pourquoi Bertolucci quitte vite 1945 pour faire remonter son histoire au début du « novecento », dans la région agricole d'Emilie. Non seulement parce que lui-même en est originaire, mais surtout parce que, dans cette partie de l'Italie proche de Parme, le mouvement socialiste, puis communiste a trouvé un terreau fertile.

Pourtant, en 1900 — ou plutôt en 1901, quand débute le film sur l'annonce de la mort de Verdi — la future « Emilie rouge » est on ne peut plus blanche. C'est un pouvoir féodal que fait régner sur ses terres le patriarche incarné par Burt Lancaster : un vieillard qui se donne la mort par hantise de n'être devenu rien d'autre qu'un « mélange de merde et de lait » et par prémonition de l'agonie d'un monde, de son monde. Débute ainsi ce demi-siècle d'Histoire d'Italie qu'entreprend de nous raconter Bertolucci à travers l'histoire de deux garçons, le petit-fils du riche patriarche et celui — né le même jour — d'un de ses ouvriers agricoles. C'est eux qu'on va voir grandir, se lier toujours plus étroitement jusqu'à travers leurs coups de poing, se retrouver à la fin de la Grande Guerre sans que le passage à l'âge d'adulte d'Olmo (Gérard Depardieu) et d'Alfredo

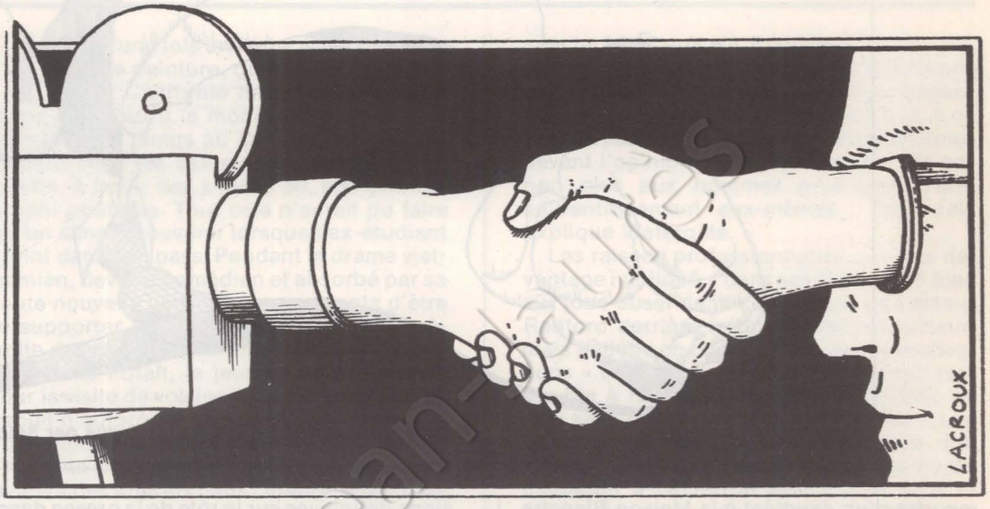
→

(Robert de Niro) vienne briser l'amitié enfantine... Cependant que le peuple émilien émerge, se groupe, s'organise et qu'en face le fascisme naît de la déliquescence de la bourgeoisie — cette bourgeoisie dont Bertolucci, de « Prima de la Rivoluzione » jusqu'à « Dernier tango à Paris », se contentait jusqu'alors d'être le subtil démolisseur.

La mort du patronat

L'utilisation de quatre stars américaines — encore que deux au moins, Donald Sutherland et Sterling Hayden, aient été des militants de gauche actifs — ne doit pas tromper et encore moins le fait que « Novecento » n'ait pu être réalisé que grâce aux dollars de trois des principaux trusts cinématographiques des Etats-Unis : l'auteur ne met pas son drapeau rouge dans sa poche et son film constitue un hymne au communisme, au P.c.i. — dont Bertolucci est membre — et, plus largement, à la lutte des classes : « Un film idéologique ayant pour cœur la mort du patronat, donc le triomphe du communisme... Et s'il m'a semblé nécessaire de prendre tant de risques, c'était pour tenter d'ouvrir un immense drapeau rouge partout ».

L'intéressant, parce que peu courant dans le cinéma européen — seuls les auteurs du tiers monde nous y ont été habitués — c'est que Bertolucci a regardé monter cette lutte des classes non en milieu ouvrier, mais parmi les paysans. Très exactement parmi les paysans d'une région particulière où s'est maintenue



la tradition révolutionnaire, au point de former dans cet îlot le fonds d'une véritable culture populaire que Pasolini — dont Bertolucci fut, à ses débuts, le collaborateur — affirmait, à tort, disparue d'Italie. C'est ce qui donne son originalité à « Novecento » et aussi sa puissance à toute cette première partie où la somptuosité du cadre naturel et l'harmonie sereine des paysages d'été dissimulent mal la misère paysanne et l'injustice sociale.

Il y a toujours péril, d'ailleurs, à ce que la « belle image » égare un peu un auteur, l'entraîne à l'esthétisme. La référence au cinéma soviétique de jadis que fait constamment Bertolucci à qui lui parle de « Novecento » indique heureusement l'inverse : si éblouissantes que soient bien des séquences du film (le bal champêtre, les blés sous le soleil, le train d'enfants de grévistes...), elles seraient vaines si elles ne venaient pas soutenir sans cesse, comme chez Poudovkine ou Dovjenko, le propos politique de l'auteur. Mais pourvu, espère le spectateur, ô pourvu que « Novecento » en reste bien au cinéma russe des années 20 et que la seconde partie du film (qu'il n'a pas encore vue) ne dérape pas sur cette pente glissante qui a fait verser le modèle en question dans les fondrières du chromo stalinien (le tableau qu'on voit au générique est un peu inquiétant de ce point de vue) !

C'est la règle du jeu de frôler ces périls lorsqu'on veut faire un grand film populaire, donc inévitablement spectaculaire. De même qu'on peut choir dans la simplification abusive. En ce sens, certaines scènes ne passent certes pas très bien, celles notamment qui veulent dire de façon ramassée ce qu'est le fascisme et comment il émerge : Bertolucci a peut-être raison de « revendiquer la liberté de caricature, car un auteur a droit à tous les registres », mais son objectif politique peut s'en trouver affaibli. Globalement, « Novecento » échappe néanmoins au reproche aussi bien, que par exemple, « La Marseillaise » de Renoir. A moins qu'on trouve trop schématique l'affrontement des classes — mais qu'est-ce qui est « schématique » : le fait ou sa représentation ?

Car il est simple, mais non pas simpliste, d'avoir choisi un style narratif dialectique : il joue des oppositions entre l'Histoire et les histoires individuelles, l'Emilie blanche et l'Emilie rouge, l'enfant du patron et l'enfant du paysan, la campagne et la ville, le lyrisme et la psychologie, le populisme et le libéralisme, la gourme bourgeoise et la sexualité omniprésente. La méthode entraîne parfois Bertolucci à freiner sa sensibilité. Mais quand, au contraire, elle vient renforcer un épisode comme celui des obsèques sur un char à bœufs de paysans brûlés par les fascistes dans la Maison du peuple, quelle poignante grandeur !

SERGE RICHARD

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE

9e saison
ouverture mardi 19 octobre
dès maintenant
souscrivez votre abonnement

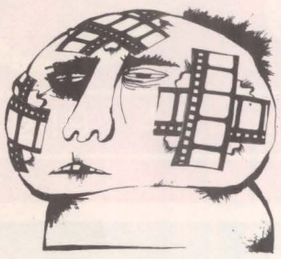
LA VISITE DE LA VIEILLE DAME de Dürrenmatt - LES BRIGANDS de Schiller - JACQUES OU LA SOUMISSION et L'AVENIR EST DANS LES ŒUFS de Ionesco - L'ECHANGE de Claudel
LOUIS FALCO DANCE COMPANY - THEATRE DU SILENCE
LONDON CONTEMPORARY DANCE THEATRE

4 spectacles : 3 dramatiques et 1 ballet
abonnement collectivités (10 personnes minimum) 66 F
spectacle supplémentaire : 16,50 F
abonnement individuel : 80 F - spectacle supplémentaire : 20 F

CHANSON - DANSE - MUSIQUE - MIME... à 18 h 30
22 spectacles d'une heure sans entracte - prix 12,50 F

RENSEIGNEMENTS ABONNEMENTS - ADHESIONS
dans le hall du théâtre de 11 h à 20 h, 2 pl. du Châtelet - 887.35.39
par correspondance, 16, quai de Gesvres, 75180 Paris Cedex 04

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Mario Monicelli: Mes chers amis.**

La baguenaude hilare et parfois mélancolique d'un quatuor de copains, dans la meilleure veine du cinéma italien actuel.

*** Jean-Louis Muller: Libérez « le Parisien ».**

Un film de 56 minutes pour raconter le long combat des ouvriers du « Parisien libéré » en lutte depuis un an et demi contre Amaury et contre ses appuis politiques.

*** Stanley Kubrick: Barry Lindon.**

Voir le n° 217 de « l'Unité ».

*** Nagisa Oshima: L'empire des sens.**

Par l'auteur de « La cérémonie », la fascinante histoire d'un amour fou dans le Japon de 1936, plaisir et mort à jamais mêlés.

*** René Vautier et Nicole Le Garrec : Quand tu disais, Valéry...**

Voir le n° 216 de « l'Unité ».

*** Buster Keaton: Ma vache et moi.**

Ce n'est pas une reprise, mais la première sortie en France, 50 ans après, d'un Keaton dont au moins une séquence comique, celle de la poursuite par le troupeau, est un morceau d'anthologie.

*** Joris Ivens et Marceline Loridan : Comment Yukong déplaça les montagnes.**

La mort de Mao a déclenché un tel flot de « témoignages » hâtifs qu'il n'est pas mauvais de pouvoir se reporter au document sérieux issu des deux années de travail du plus grand documentariste de l'histoire du cinéma.



Télévision

VENDREDI 1ER OCTOBRE

Au magazine Vendredi, la campagne électorale outre-Rhin et « le complexe allemand » (20 h 30, Fr.3).

Marek Halter (voir le précédent numéro de l'« Unité » ainsi que Nabokov et Vilallonga à Apostrophes (21 h 30, A2).

Le concerto n° 4 de Mozart K 218 dirigé par Emmanuel Krivine (22 h 35, T.f.1).

« Une femme est une femme » : une mise en couleur et en chorégraphie qui fait de ce film avec Anna Karina, Belmondo et Brialy, l'un des plus excitants de Jean-Luc Godard (22 h 50, A2).

SAMEDI 2

« Nouvelle Orléans bien-aimée », 1ère partie : Averty au pays du jazz (20 h 30, F.r.3).

Un itinéraire très personnel en marge d'une rude actualité : Les carnets de voyage aux Antilles de René Jentet (17 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 3.

Un « policier » de Claude Sautet qui s'intéresse surtout aux rapports entre les êtres : « Max et les ferrailleurs (20 h 30 T.f.1).

Un théâtre pas comme les autres : Le Grand Magic Circus (21 h 20 F.r.3).

CENSURE A F.R.3

F.r.3 programme dimanche à 20 h 30 le film de Jean Chérasse « L'affaire Dreyfus ou l'intolérable vérité ». Mais près d'un siècle plus tard la vérité est toujours aussi intolérable puisque le film a été amputé de tous les interviews — de François Mitterrand à Michel Debré — qui accompagnent le dossier de « l'affaire » présenté par Henri Guillemin et Marcel Thomas.

La 1ère partie de « Côte d'Ivoire », un reportage-chronique de Bernard Bouthier (22 h 30, A2).

Un vie de Jésus adaptée par Pasolini à la lumière du marxisme : « L'Evangile selon saint Matthieu » (22 h 30, F.r.3).

LUNDI 4

Suivi d'un portrait de Robert Hossein, « Sait-on jamais », le film très sophistiqué qui fit croire un temps en Vadim (20 h 30, T.f.1).

Alain Decaux raconte : Alamo (21 h 55, A2).

MARDI 5

Après le film israélien « Ils étaient dix », un débat des Dossiers de l'écran en direct d'Israël avec Golda Meir (20 h 30 A2).

Un émerveillement renouvelé : « Tarzan l'homme-singe », un des tout premiers Tarzan avec Johnny Weissmuller (20 h 30, F.r.3).

MERCREDI 6

Le problème du divorce à travers le film d'un cinéaste sensible : « La vie en morceaux » de Daniel Moosman, avec Anna Karina et Pierre Vaneck (20 h 30, F.r.3).

Une femme qui se bat contre un Pouvoir injuste : « Le pavillon au bord de la rivière », un spectacle musical chinois par le Théâtre de Gennevilliers (22 h . T.f.1).

JEUDI 7

Une distribution en or (Widmark, Laureen Bacall, Charles Boyer, Lilian Gish) pour un huis clos psychiatrique de Vincente Minnelli, « La toile d'araignée » (20 h 30, F.r.3).

Très attendu : « Nous parlons, vous écoutez », un film sur ce que sont devenus les Indiens des Etats-Unis (22 h 30, A2).



Spectacles

POUR PRENDRE DATE

Retenez dès maintenant ces dates : elles constitueront sans doute les meilleurs moments de la saison de variétés et de chansons qui s'ouvre.

OU ALLER ?

* Au Théâtre Montparnasse : Mercedes Sosa, la « grande dame » de la chanson argentine chante Atahualpa Yupanqui, Violetta Para et Victor Jara, du 5 au 22 octobre.

* Au Palais des Congrès : Robert Charlebois, du 26 novembre au 5 décembre.

OU SONT-ILS ?
QUE FONT-ILS ?

* Alan Stivell : il met la dernière main à un livre autobiographique. Auteur : Alan Cochevelou (c'est son nom à l'état civil). Titre : « L'aventure Stivell ». Il prépare un nouveau disque dans lequel il interprétera, seul à la harpe, des poèmes des jeunes poètes bretons contemporains. Ses concerts : du 25 au 31 octobre à Londres (à l'Albert Hall) ; le 2 novembre à Paris (au Stadium), le 5 à Mâcon, le 6 à Douai, les 16, 17 et 18 à Genève et du 20 au 26 en Allemagne.

* Robert Charlebois : son passage au Palais des Congrès sera précédé d'une tournée. Il sera à Rennes le 6 novembre, au Havre le 7, à Rouen le 8, à Poitiers le 9, à Limoges le 10, à Bordeaux le 12, à Toulouse le 13, à Montpellier le 15, à Marseille le 16, à Lyon le 17, à Genève le 18, à Dijon le 19, à Strasbourg le 20, à Bruxelles le 22 et à Douai le 23. Par ailleurs, il sort à la fin septembre un double album : « Place des Arts 76 ». Et on le trouve aux côtés de Gilles Vigneault, Yvon Deschamps, Claude Léveillée et Jean-Pierre Ferland dans l'album collectif de la Chant'Août québécoise 1976 : « Une fois cinq... »



Livres

LITTERATURE

*** Witold Gombrowicz : Journal 1957-1960 (Denoël, collection Lettres nouvelles).**

Dans ce second tome de son journal, Gombrowicz s'interroge sur son pays natal, la Pologne, et sur les rapports entre l'art et le communisme.

*** Witold Gombrowicz: Trans-Atlantique (Denoël, collection Lettres nouvelles).**

Le seul roman de Gombrowicz qui demeurait encore inédit en français : un débat entre la liberté et la fidélité, vécu par un exilé polonais dans les quartiers populeux de Buenos Aires.

*** Claude Klotz : Les aventures fabuleuses d'Anselme Levasseur (Jean-Claude Lattès).**

Le pastiche n'est pas chose facile. Klotz s'y adonne pourtant avec bonheur ; et son héros, Anselme Levasseur, nous entraîne, à chapitres enlevés, dans les mondes littéraires les plus divers : chez les Trois Mousquetaires façon Dumas, du côté des Petites filles modèles à la manière de la comtesse de Ségur, aux côtés d'un « privé » dans le plus pur style du roman noir américain, dans les méandres slaves de l'écriture de Dostoievski et dans le sillage d'un Tarzan de zoo, mélange explosif des manières de Burroughs et de Kipling réunis.

*** Yannis Ritsos: Les vieilles femmes et la mer (Fata Morgana).**

Le Grec Ritsos est-il le plus grand poète de ce temps ? En tout cas, ce livre est un des plus beaux qu'il nous ait donnés. Il y parle seulement du pain, du vent, de l'amour, des rêves. Il y parle seulement de la vie.

*** Jack Kerouac: Mexico City blues (Christian Bourgois).**

L'errance et les fantasmes, transcrits en 1955, d'un des chefs de file de la « beat generation ».

*** Poètes noirs de l'Afrique du Sud (Présence africaine, 25 bis rue des Ecoles, Paris 5e).**

Ces jeunes poètes ont pris la parole quelque temps avant les révoltes que l'on sait. Leur colère annonce et éclaire le combat actuel des Noirs d'Afrique du Sud.

*** Yvon Le Men: Dis, c'est comment la terre ? (Pierre-Jean Oswald).**

Un poète breton tempête contre le « vieux malheur ». Il est fier, tranchant, fraternel. Selon le titre d'un de ses livres précédents, il écrit « en espoir de cause ».

*** Pierre-Jakez Hélias: La pierre noire - Ar Men du; poèmes bilingues (Editions Hallier-Oswald).**

« Si l'on me demandait ce que c'est que la poésie, je dirais que c'est une mauvaise herbe ». L'auteur du « Cheval d'orgueil » cultive avec soin ce chiendent.

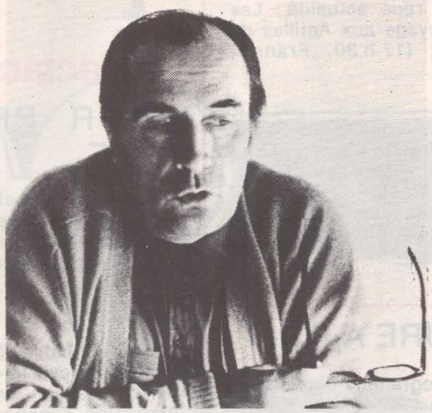
*** Henry Miller : Le temps des assassins (Editions Hallier - Oswald).**

« Je me vois en Rimbaud comme dans un miroir... C'est le seul écrivain que j'ai lu et relu, avec la même joie, la même émotion, allant toujours de découverte en découverte, toujours bouleversé par sa pureté ». Un des plus beaux livres jamais écrits sur le poète de Charleville.

*** Daniel Boulanger : Tirelire (Gallimard)**

Ni prophète ni vraiment rebelle, ce poète accueille la réalité et tente de la rendre vivable, habitable. Le charme qui se dégage de ses mots n'est pas sans faire penser à Max Jacob.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

JEUDI 23 SEPTEMBRE

Curieusement, l'avion de la British Airways qui me ramène à Londres vole à l'aplomb d'Edimbourg au moment où j'achève la lecture d'un article de Jean Denizet, paru dans « l'Expansion » du mois de mai 1973, et qui m'aurait échappé si mon ami Jean R. ne me l'avait envoyé cette semaine, alors que je bouclais mes valises pour l'Ecosse où je m'apprêtais à conduire une délégation du Conseil général de la Nièvre. Curieusement, le mot s'impose, puisque l'article de Denizet s'attache à démontrer l'importance et les limites de l'œuvre d'Adam Smith et que deux mille pieds au-dessous de notre Viscount à quatre hélices, dans l'église de Canongate, aux côtés de Rizzio, l'amant tragique de Marie Stuart, repose pour l'éternité l'inventeur, que dis-je ? l 'inspirateur jusqu'à nous de l'économie politique. Avant-hier, à Glasgow, j'ai cherché en vain sur la place de l'hôtel de ville où foisonnent les statues des Ecossais illustres, de James Watt et Robert Burns à Walter Scott, celle de Smith. Mais ses compatriotes ont négligé d'exposer dans la gloire de la pierre ou du bronze la mémoire d'un des plus considérables personnages de l'histoire moderne aux yeux de qui veut comprendre comment vivent, pensent et se meuvent les hommes de notre temps, quelles lois de la science et quels dieux de la mythologie les guident. Un buste au musée de Kelvingrove ne compense pas cet oubli.

A partir de la théorie de la division du travail et du travail considéré comme le seul facteur productif, commence l'ère nouvelle dont nous sommes loin d'être sortis avec son lot de questions majeures qui touchent au cœur de notre vie. La croissance pour la croissance, la foi dans les possibilités inépuisables de la nature, cet optimisme fondamental « que n'auraient compris ni les supplicateurs des déesses mères, ni les prudents philosophes grecs, ni les observateurs de la Thora, ni — à plus forte raison — les hindouistes ni les chrétiens », vont devenir avec « la Richesse des nations », l'œuvre maîtresse de Smith, le credo d'une société qu'un paradoxe fou appellera scientiste. Jean Denizet note pour conclure qu'aujourd'hui « le rêve smithien s'écroule » et que « le rapport de l'homme aux biens est dégradé », car « il n'a plus une vision claire, stimulante, affermissante de lui-même dans la société et dans l'univers ».

Tout à l'heure je rencontrerai Callaghan. Beau sujet à discuter, vu de Londres, le regard fixé sur le cours de la livre sterling.

MARDI 28 SEPTEMBRE

« Nul plus que moi n'est convaincu de la nécessité de réformes structurelles dans l'économie française. » Qui parle ainsi ? Raymond Barre, ce matin, interrogé par le journal « Sud-Ouest ». Je n'en suis pas surpris. Quiconque a réfléchi aux causes profondes de l'inflation sait qu'elles tiennent pour beaucoup au mode de développement du système capitaliste, à ses tensions, à ses contradictions, surtout quand ce système bat, comme en France, ses records d'inégalité. Or, non seulement Raymond Barre réfléchit, mais encore il enseigne aux autres à le faire. Ce qu'il dit de « la nécessité de réformes structurelles », il le pense, assurément. Et c'est à partir de là qu'on s'étonne. Quoi ? Cet homme capable d'émettre un pareil diagnostic dans un milieu — la majorité — où l'on n'aime guère ce genre de vérités serait-il le même que celui qui présente aux Français un plan de lutte contre l'inflation dont on nous répète que de sa réussite dépend le sort de tous, et qui n'introduit dans ce plan aucune des réformes qu'il juge « nécessaires » ? J'entends la réponse. Raymond Barre ne demandait rien à personne tandis qu'il prenait ses vacances, cet été. On l'a pris à la gorge pour le précipiter au-devant de la scène. Qu'on lui laisse le temps de souffler ! J'y consentirais de bonne grâce si je n'avais remarqué la photographie de M. Barre parmi les membres du gouvernement précédent, responsable précisément d'un ministère économique, si j'ignorais son rôle dans les décisions qui commandent depuis quinze ans les choix de la Communauté européenne, si M. Giscard d'Estaing qui a élu son nouveau Premier ministre entre tous n'avait pas déjà présidé à cinq, six ou sept plans, rataplan, si le chœur des plus hautes autorités de l'Etat n'avait vocalisé sur le ton de la gravité patriotique (et de l'autosatisfaction) « cette fois, c'est la bonne », si le président de la République n'avait pas lui-même affirmé qu'il s'était séparé de M. Chirac (ou le contraire) en raison de l'extrême urgence à traiter **enfin** les choses sérieuses.

Il me semble que dans cette affaire on marche sur la tête. Que si M. Barre balance entre les mesures conjoncturelles qui, par définition, varient avec le moment, je l'admets. Impossible à distance, et en tout cas d'une chaire de faculté, de compter les boutons de guêtre. Mais il en va autrement pour les problèmes de structure, que je suppose familiers à tout professeur d'économie politique, fût-il de moindre réputation que M. Barre. On pouvait craindre pour ce dernier qu'il ne fût déconcerté par la pratique quotidienne, embrouillée à plaisir par les exigences politiques et les contingences financières, on ne pouvait douter qu'il eût de longue date approché les idées générales et, mieux encore, arrêté son idée sur l'origine du mal qu'il avait à guérir. Et c'est l'inverse qui se produit. M. Barre a fabriqué — du point de vue technique — une astucieuse marqueterie avec les débris d'un puzzle usagé, mais il a laissé chez lui les pièces neuves. Comment, dans ces conditions, intéressera-t-il les Français ?

Je ne veux pas que mon propos soit mal compris. Raymond Barre est un conservateur et je suis socialiste. Il y a peu de chance, de ce fait, que nous ayons la même pensée sur « les réformes structurelles ». Disons par une image que je chercherais un autre moteur d'automobile quand il se contenterait de changer les plaquettes de frein. L'interview à « Sud-Ouest » reste en effet timide. M. Barre y déclare que son projet contient « des mesures qui permettent et qui préparent les actions structurelles ». C'est peu. Il annonce qu'il **étudiera** ces actions « avec soin ». C'est encore peu. Il ajoute qu'il demandera au Commissariat général au Plan d'**étudier** « les goulots d'étranglement qui sont à l'origine des tensions inflationnistes durables dans notre pays », qu'il **fera examiner** « dans les six mois à venir les interventions économiques de l'Etat », que « le C.e.r.c. va recevoir mission de procéder de façon systématique à l'**étude** des revenus salariaux et non salariaux et de leur évolution ». Voilà bien des études, à l'heure de l'action, et sur des sujets qu'on eût cru épuisés.

Quitte à tailler dans le vif, j'aurais préféré le terrain de la justice fiscale sans ménager les grosses fortunes et engager une lutte immédiate contre la fraude par la connaissance des revenus non salariaux, j'aurais tenté de transférer à la nation la maîtrise du crédit et des grands moyens de production, j'aurais rendu le Plan, le vrai, à sa fonction démocratique, je me serais attaqué aux mécanismes parasitaires qui alourdissent dangereusement notre démarche économique et j'aurais davantage songé à préserver le plein emploi de notre production par une relance sélective de la consommation. Je n'en écris pas davantage : il s'agit seulement des points forts sur lesquels toute entreprise cohérente devra, un jour ou l'autre, s'appuyer.

M. Barre nous prie, en somme, de rester le nez en l'air, en attendant que s'élance vers le ciel le deuxième étage de sa fusée. Nous aimerions y croire. Mais la fusée ne décolle pas.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325